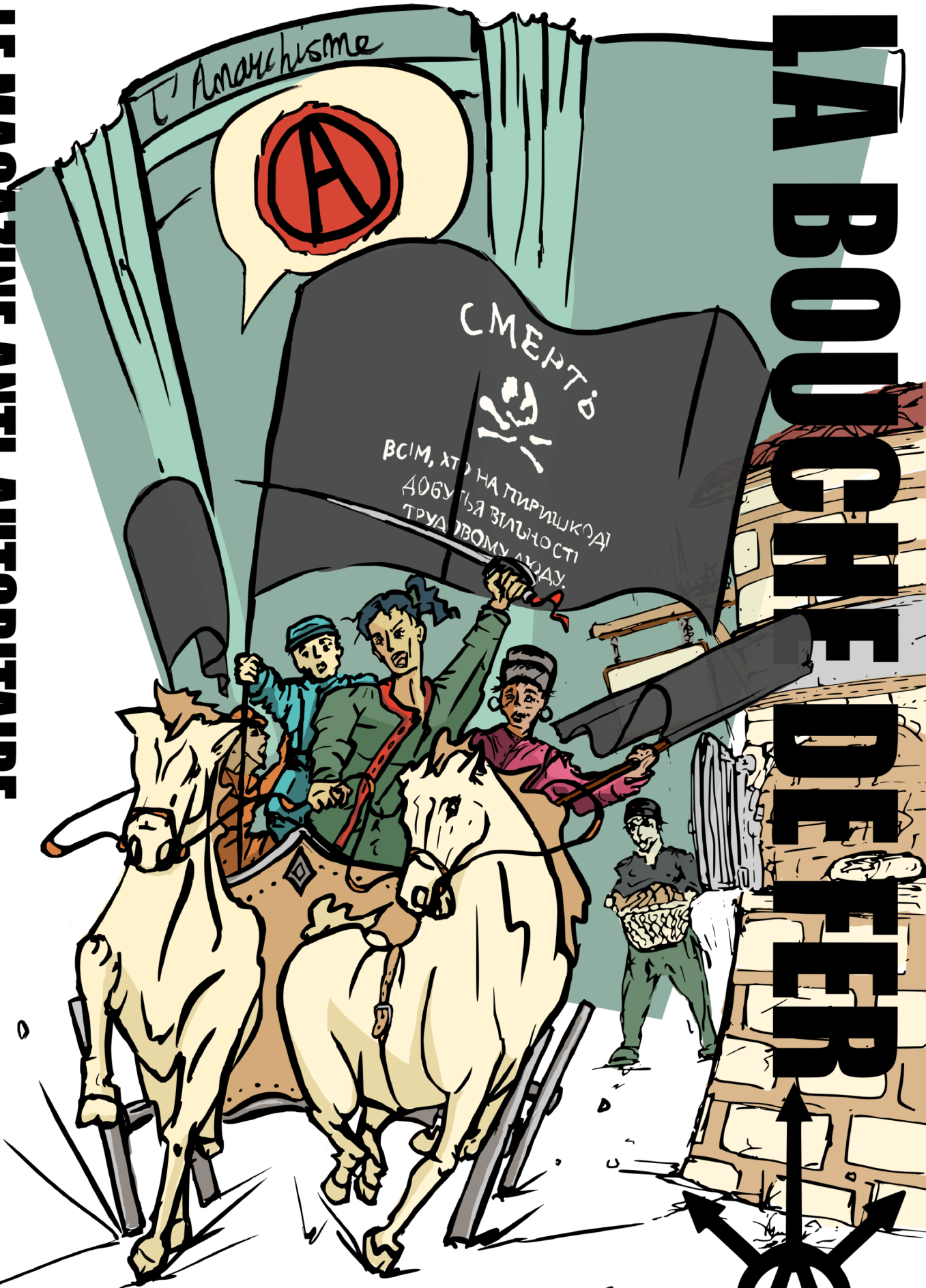
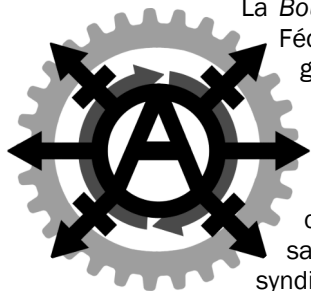


LA BOUGHE DE FER



**LE MAGAZINE ANTI-AUTORITAIRE POUR UNE ORGANISATION
SANS MYTHE, SANS PENSÉE UNIQUE & SANS ÉLITISME**

**Dans ce numéro : « L'État Radicalisé : lecture d'*Un Monde en guerre* » de Claude Serfati - par Roman (p. 22)
NUMERO 14 – NOVEMBRE 2025**

**2** Édito**Innover l'anarchisme** **6** « Anarchistes de tous les horizons, développons nos idées » – Crabi**Théories** **10** « Dialectique matérialiste depuis 1840, science politique déviante » – Crabi**12** « Elisée Reclus » – pour le 120^{ème} anniversaire de Reclus – John P. Clark, traduit par Darline**14** « L'État des anarchistes – première partie – Que serait l'inverse de l'État ? » – Gecko**Brèves politiques et militantes** **20** « Les raisons de la colère – organisations impuissantes » – Crabi**22** « L'État radicalisé : lecture d'*Un monde en guerre* de Claude Serfati » – Roman**26** « Je sors » - une analyse critique de la révolte de 2020 contre la dictature au Bélarus – Pramen**Pédagogie alternative****30** « Introduction de Jeu - Guerre Civile Espagnole (1936) » – Crabi**31** « Le futur des archives de la Bouche de Fer : autonomies, nexus et marchés libérés » - Gecko**32** Politique éditoriale, consignes aux auteurices et objectifs de la revue**ÉDITO**

La *Bouche de Fer* (*BdF*) a bientôt six ans. Créée en 2020 par l'ancien groupe E. Armand de la Fédération anarchiste, elle s'est présentée comme un lieu d'expérimentation pour une génération d'anarchistes autant intéressé-es par l'histoire des luttes ouvrières et coopérativistes que par l'écologie sociale, le mutuellisme américain, l'anarcha-féminisme, l'accélérationnisme, la géopolitique et les décolonisations. Non que des noms états-unisens tels que Kevin Carson, Murray Bookchin ou Ursula Le Guin soient absents du vocabulaire francophone, loin de là. Toutefois, nous remarquons déjà un manque de systématisation : comme si d'honorables revues comme *Le Monde Libertaire* et *Alternatives libertaires* ne savaient que juxtaposer ces auteurs-rices ambitieux-ses à des articles au jargon usé du syndicalisme révolutionnaire ou du platformisme communiste.

Il y a dans la *BdF* un désir de mettre en commun la diversité conceptuelle qui résulte de ces croisements et qui reflète une pluralité d'expériences militantes pertinentes, en vue de construire progressivement une nouvelle synthèse anarchiste. Pensons aux écrits de Rosenklippe sur le contrôle ouvrier et l'insurrectionnalisme, ou de Crabi sur le double-pouvoir et les organisations militantes.

La *BdF* n'a jamais été l'organe d'un parti ou d'une association politique. Ce n'est pas non plus un journal d'implantation ou de performance militante. C'est un espace de réflexion dont la portée dépend de notre capacité à retranscrire un nombre croissant d'interventions reflétant autant d'expériences situées, puis à rassembler et à cumuler ces acquis dans un esprit de synthèse anarchiste. Si les textes qui sont exposés ici ne sont pas des formulations définitives d'une science dogmatique, la *BdF* n'est pas un simple journal d'information se contentant d'appeler à la spontanéité des masses. Comme le décrit l'appel de Crabi à la page 6 : nous menons un travail idéologique avec pour objectif clair de renforcer la conscience politique des masses par la méthode anarchiste et, *in fine*, de construire des organisations de classe théoriquement équipées.

Une première partie de ce numéro est dédiée à la théorie, avec un travail de Crabi sur la dialectique se saisissant des écrits de E. Armand, une traduction de l'anarchiste John Clarke par Darline portant sur le géographe libertaire Élisée Reclus et une réflexion de Gecko sur la définition de l'État à partir des écrits de Kevin Carson et James C. Scott. Dans une deuxième partie, vous trouverez des brèves, une analyse de la révolte de 2020 en Biélorussie par Pramen, une recension d'un ouvrage sur l'État militariste par Roman et un commentaire de Crabi sur les dérives et l'inertie du militantisme. Pour finir, nous vous présentons les règles d'un jeu de société pédagogique sur la Révolution sociale espagnole de 1936.

Bouche de Fer

Direction

Collectif **Purple Black**

Contact : Purpleblack.org – hauoro@protonmail.com

Maquette

Crabi

Contributions

Gecko – Secrétaire de Purple Black

Crabi – Liaison Commune de Lyon Fédération Anarchiste

Darline – Liaison Commune de Lyon Fédération Anarchiste

Roman – Sympathisant

John P. Clark – Auteur et philosophe anarchiste américain

Pramen – Collectif anarchiste international



Figure 1: Présentation de l'auteurice – Julia Tanenbaum publiée en 2016 "Anarcha-Feminist Theory, Organization and Action 1970-1978". Elle est archiviste indépendante et souhaite inclure dans son travail historique les voix minoritaires.

Elle souhaite aussi promouvoir dans son travail une approche féministe et collaborative. Elle est membre de la fédération anarchiste « Black Rose/Rosa Negra » à Los Angeles.

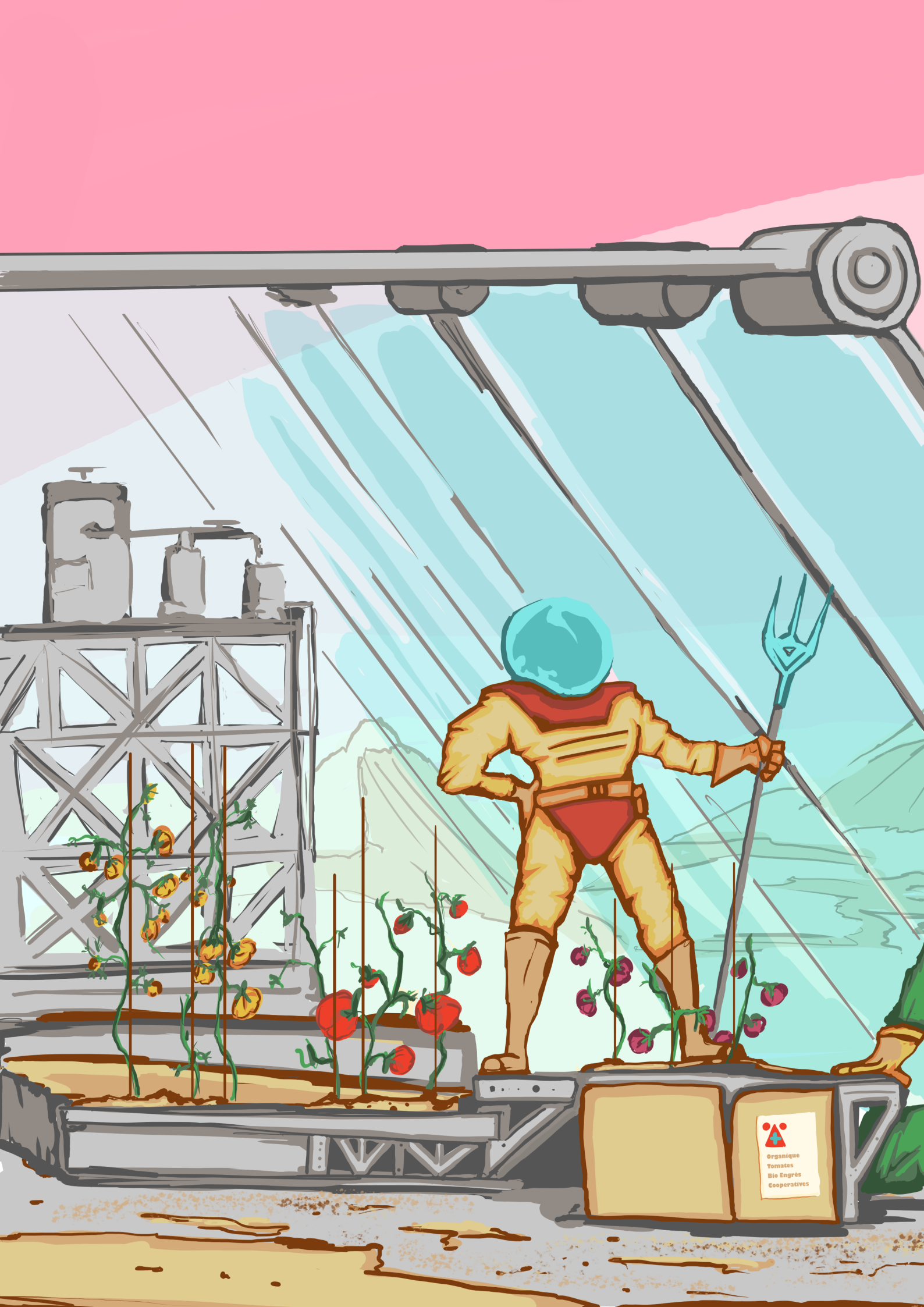
Illustrations réalisées par Crabi

- 1** Couverture « L'anarchisme s'organise pour nourrir, combattre et élever les individus »
- 3** Portrait au marker de Julia Tanenbaum
- 3** Le logo de l'EANL
- 4** Dessin « L'anarchisme dansera sur votre tombe en 3021 »
- 6** Affiche « Appel aux anarchistes pour l'entraide - Lyon »
- 7** « La Fédération Anarchiste se réveille »
- 8** « La Grande-Future-Archive que souhaitent les dangereux.ses anarchistes »
- 11** « Chaos et matérialisme »
- 13** Portrait au marker de John P. Clark
- 17** Portrait au marker d'Errico Malatesta
- 17** « Soldat.es Makhnovistes avec Malatesta »
- 18** « Le futur sera libre et innovant, il sera Anarchiste »
- 24** « Industrie de rat »
- 28** « ARAGO », première de couverture du jeu de société
- 30** « Martí Vall »
- 31** « Bulles illustrées FII »
- 32** BD « Fédération Intergalactique informelle »
- 33** Quatrième de couverture « L'anarchisme essaie de sortir du placard »

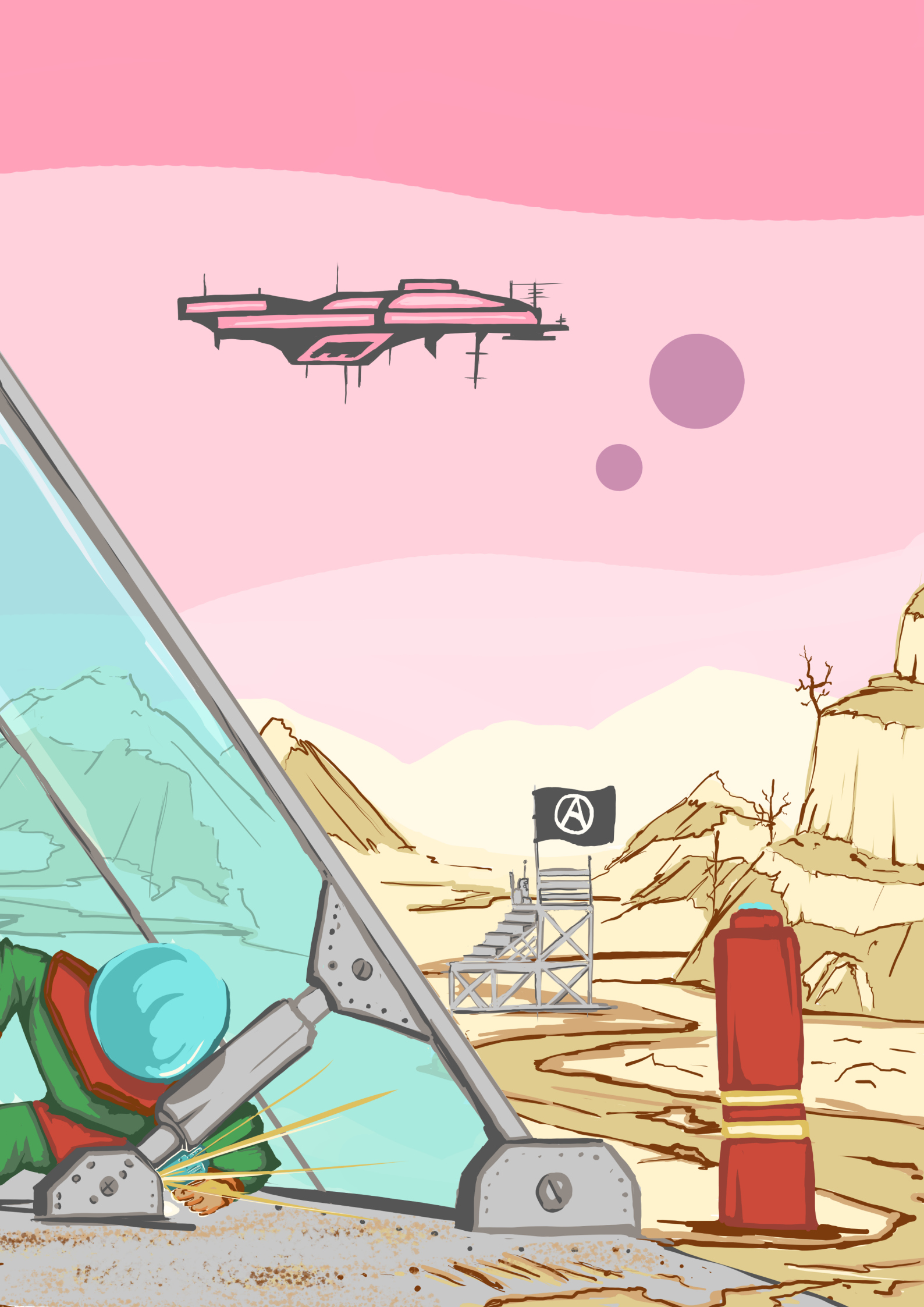
Références des autres illustrations

- 15** Couverture « L'anarchisme s'organise pour nourrir, combattre et élever les individus »





Organique
Tomates
Bio Engres
Cooperatives



Anarchistes de tous les horizons, développons nos idées



Une idée tente de naître à Lyon sous l'impulsion d'un appel des anarchistes de la liaison Commune de Lyon de la Fédération Anarchiste. L'appel est destiné aux camarades et adelphe libertaires et anarchistes locaux. Il souhaite démontrer que les préceptes de l'anarchisme nous invitent à apporter un renouvellement théorique et pratique.

Ceci est un appel à l'imagination dans nos sphères militantes, ce après avoir constaté que l'innovation stratégique et théorique est au point mort. Cette absence de créativité entraîne une fatigue, une déception, un désarmement et une détresse de nos personnes anti-autoritaires : nous ne nous plaisons pas dans les postures dogmatiques ... et la stagnation qui en découle.

Alors, en laissant nos idées et nos pratiques politiques prendre la poussière, nous laissons l'opportunisme et l'immobilisme se développer, sous les coups et manoeuvres des tendances politiques liberticides actuelles, prenant toutes le chemin du totalitarisme.

Cet appel a aussi pour objectif de faire état des limites de nos organisations. Très souvent, en souhaitant faire au mieux en cherchant l'efficacité, nous utilisons des outils politiques dépassés ou périmés sans en questionner leurs réelles pertinences. Pour ne citer que les principaux : le syndicat, le parti, le groupe affinitaire, la commune, l'association et le squat. Il est utile d'exposer leurs limites sur le long terme, en gardant en vue notre objectif théorique final : l'anarchisme. En amenant les anarchistes de tous les horizons à développer localement des initiatives et idées ensemble ; sans le faire en se rapportant à des principes figés et parfois dogmatiques ; en écartant toutes pratiques autoritaires et manipulatrices ; alors quelque chose peut se concrétiser sur le long terme.

Il serait en fait possible de proposer, en fonction du contexte socio-politique et des critiques de nos outils, une nouvelle stratégie du milieu anarchiste basée sur l'entente. Cette stratégie devrait partir du local, sans chercher l'uniformisation ou la destruction des collectifs existants : ce n'est pas une union / une coordination / une Fédération.

Cette lettre se veut une ébauche de méthode expérimentale capable d'aboutir à une ou des stratégies pratiques - une *praxis* - à partir de l'étude de notre environnement politique et social contemporain.

APPEL AUX ANARCHISTES !

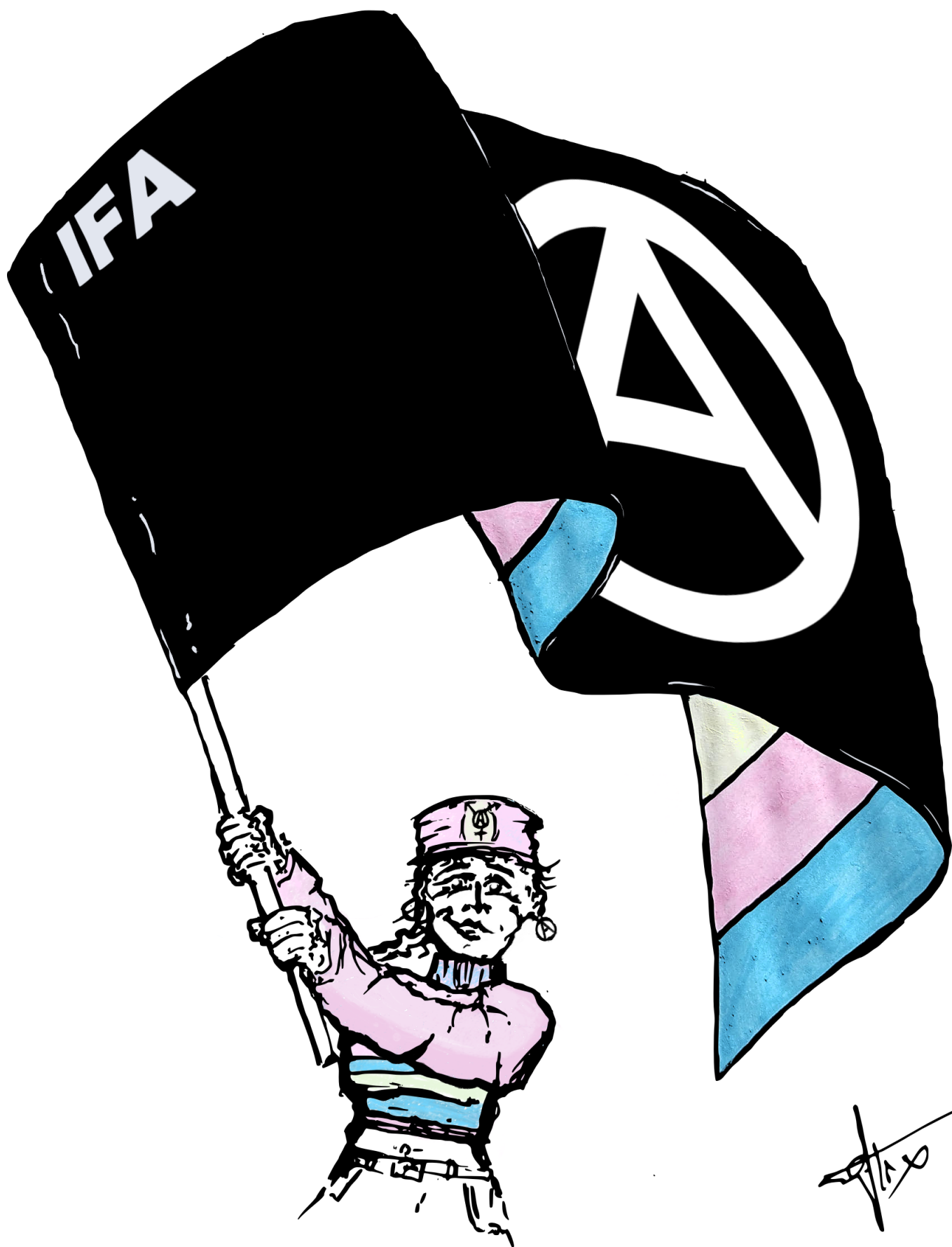
**DEVELOPPER L'AUTONOMIE
ET L'ENTRAIDE LOCALE
LYON ET ALENTOURS**

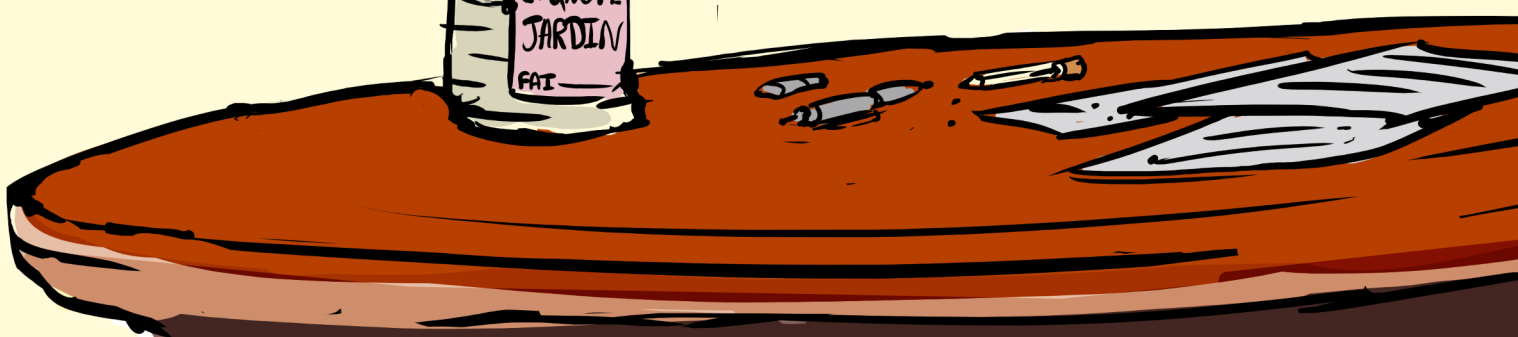


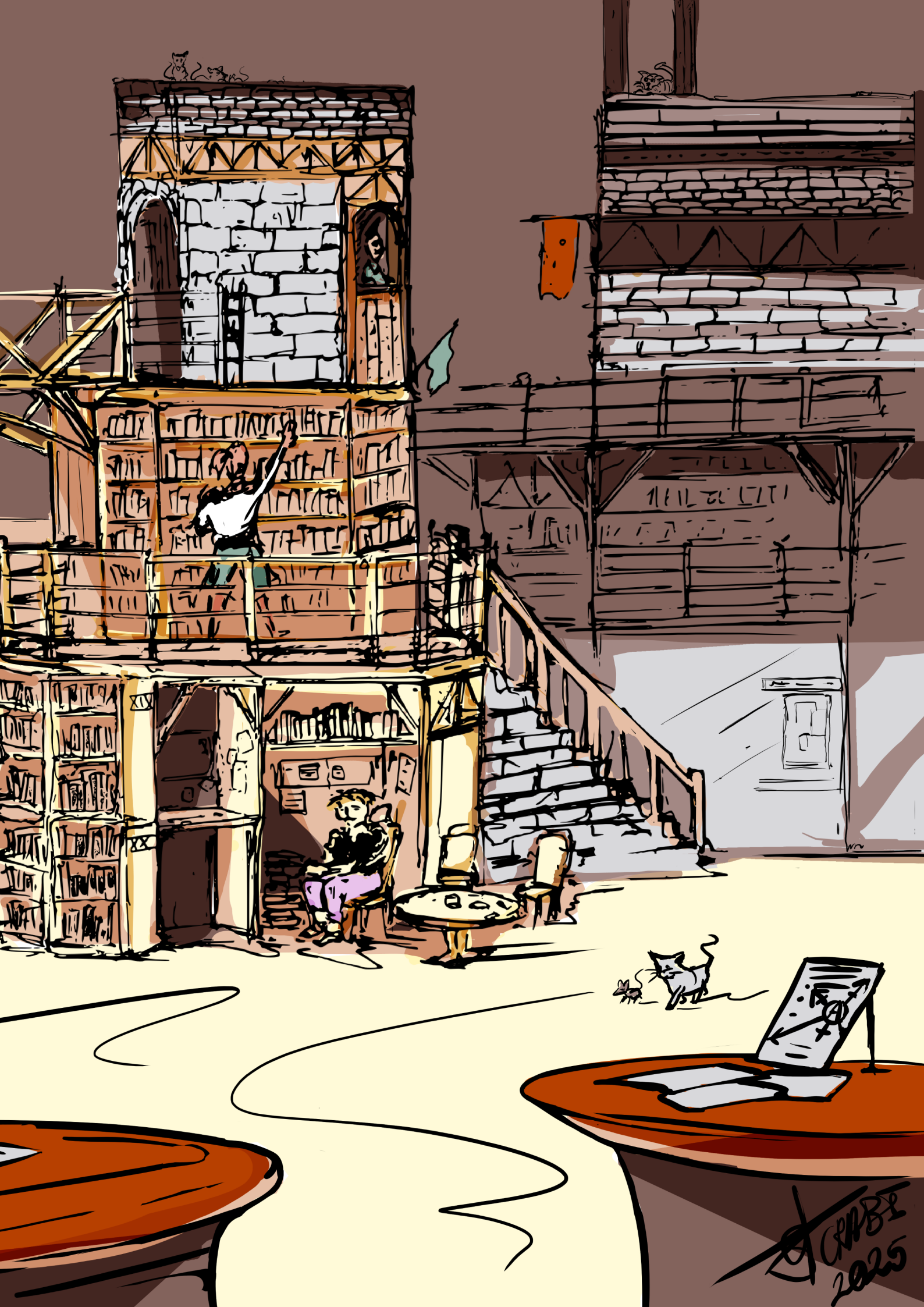
Dans cette optique, une dynamique a été engagée à Lyon, des affiches « appel aux anarchistes » apparaissent dans les bars et les collectifs, des échanges se font, les avis convergent et permettent de conclure sur une chose : l'anarchisme est une pensée vivante nécessaire dans un contexte politique où les totalitarismes de gauche et de droite prennent de plus en plus de place. Il semble indispensable de lui apporter de nouveaux outils stratégiques, définis et appuyés par des théories et pratiques actuelles.

Démonstrons qu'il est possible de contrecarrer l'immobilisme politique en usant de la créativité artistique, sociale, pratique, politique et idéologique des individus, pour un réel retour de l'auto-émancipation.

Crabi - Liaison Commune de Lyon de la Fédération Anarchiste (FA)







Hand-drawn sketch of a book cover or document with various symbols and text.

Handwritten signature and date: *2025*

Dialectique matérialiste depuis 1840, science politique déviante

Depuis longtemps, bien avant les « post-modernes »¹, les anarchistes réfutaient la dialectique marxiste et la logique de l'usage de l'État socialiste, permettant la « négation de la négation », pour changer la société. En fait, le mouvement anarchiste montre depuis 1840, en partant du travail de Hegel², que le « matérialisme » n'implique pas la négation de l'individu par la collectivité comme les marxistes le soutiennent ; et qu'un tel positionnement relève uniquement d'une posture stratégique, permettant de retirer l'autonomie de l'individu sur lui-même, afin d'imposer l'idée d'une autorité de l'État sur l'individu.

Matérialisme et anarchisme

« Les forces motrices qui se trouvent à la base de l'évolution historique des sociétés humaines, ne sont nullement mystiques ou spirituelles (Dieu, idées, volonté, etc...), mais purement et simplement matérielles (cosmiques, géographiques, biologiques, physiques, chimiques, etc...). Une telle interprétation de la formule du matérialisme historique rallierait certainement les suffrages de l'écrasante majorité des anarchistes. Et ce fut précisément Kropotkine qui, en tant que naturaliste, établit et précisa cette thèse. Ce fut lui qui préconisa l'application des méthodes naturalistes à l'étude des phénomènes sociaux. Ce fut encore lui qui plaça l'élément biologique à la base de l'évolution de l'homme et de la société humaine. » — Voline³

Dans leur engagement pour la liberté de l'individu, les anarchistes investissent depuis deux siècles tous les milieux sociaux, dans une logique d'entraide et dans une logique d'émancipation sociale : aucun.e individu ne peut

être laissé.e dans la souffrance dans l'attente d'un changement global de la société⁴.

« Je me contenterai d'envisager le matérialisme au point de vue particulier de notre individualisme anarchiste, autrement dit d'un individualisme qui s'insoucie complètement des restrictions et des constrictions d'ordre archiste⁵, cet archisme fût-il religieux ou civil. Qui dit individu dit réalité. Parler de matérialisme, d'autre part et pour nous, est synonyme de parler de réel. Rien ne nous intéresse en dehors du réel, du sensible, du tangible individuellement, voilà notre matérialisme. [...]

Pour vivre un tel individualisme qui veut rayonner, porter, créer l'amour de la joie de vivre, il faut jouir d'une bonne santé, d'une riche, d'une robuste constitution interne. Tout le monde n'est pas apte, par exemple, à assouvir les appétits de la sensibilité qu'on a déclenchée chez autrui. Et cette santé-là ne dépend pas d'un régime thérapeutique, n'est pas œuvre d'imagination, ne s'acquiert pas dans les manuels.

Pour la posséder, il faut avoir été forgé et reforgé sur l'enclume de la variété et de la diversité expérimentale ; avoir été trempé et retrempé dans le torrent des actions et réactions de l'enthousiasme pour la vie. Il faut avoir aimé la joie de vivre jusqu'à préférer disparaître plutôt que d'y renoncer. Telles sont les lignes de développement de notre matérialisme individualiste. » — E. Armand⁶

La dialectique de l'histoire nous permet d'envisager que l'ordre des choses s'explique par la succession de conditions matérielles. Tout changement est causé par une succession de conditions matérielles. **Aucun événement n'est dû à un dieu ou à des raisons mystiques.**

Cependant plusieurs définitions du matérialisme existent, il en découle différentes conceptions et surtout interprétations, avec des récupérations politiques évidentes⁷. Cela nous permet assurément de dire que **les « conditions matérielles », qui provoquent des évolutions techniques et certains déroulements historiques, sont difficiles à définir et surtout ne peuvent agir de manière prépondérante sur la volonté des individus : L'« individu » peut prendre conscience du moment et admettre un chaos décisionnel : dans ce cas les conditions matérielles et leurs conséquences deviennent interprétables et relatives.** Le processus social n'est donc

4 Autrement dit, nous ne souhaitons pas attendre la révolution pour mettre en place l'alternative sociale.

5 ARCHIES. (du grec arché). Cette terminaison désigne les différents pouvoirs qui exercent dans la société l'autorité et le commandement, pouvoirs néfastes à tous les points de vue, incapables d'assurer l'ordre véritable.

6 L'Encyclopédie Anarchiste - M - « Matérialisme individualiste » - E. Armand (et non Émile), né le 26 mars 1872 dans le 11^e arrondissement de Paris et mort le 19 février 1962 à Rouen, est le pseudonyme de Lucien Ernest Juin, un militant libertaire individualiste, antimilitariste et défenseur acharné de la liberté sexuelle.

7 Après Marx et Engels, le matérialisme se retrouve chez les bolchéviques, notamment Lénine et Trotsky. Puis chez Staline qui y supprime la notion de « négation de la négation », d'après lui d'inspiration trop directement hégélienne. Mao Zedong utilise les arguments dialectiques pour décrire et structurer les aspects pratiques de sa politique : le matérialisme dialectique perd ainsi sa dimension de « doctrine de la classe ouvrière » pour devenir le support idéologique du patriotisme chinois.

1 Nouvelle insulte des marxistes pour qualifier toute idéologie contraire à leur pensée unique. L'anarchisme pouvait aussi être insulté de « déviation gauchiste » à une époque.

2 Georg Wilhelm Friedrich Hegel est un philosophe allemand. Critique de la Raison chez le philosophe Emmanuel Kant, il développe une philosophie où cette Raison a une histoire. Certains de ses continuateur-ices, jeunes hégélien-nes, poursuivent cette philosophie de l'histoire des idées en se concentrant sur les conditions matérielles de cette histoire.

3 L'Encyclopédie Anarchiste - M - « Matérialisme historique » - Voline, Vsevolod Mikhaïlovitch Eichenbaum (en russe : Всеволод Михайлович Эйхенбаум) dit Voline (Волин), né le 11 août 1882 à Voronej (Empire russe) et mort le 18 septembre 1945 à Paris, est un poète et militant syndicaliste libertaire russe, théoricien de la synthèse anarchiste.



pas implacablement le même en théorie et en pratique. D'un côté, l'individu « sujet », cause dans l'étude « des conditions matérielles » de l'aléatoire. De l'autre, l'individu « chercheur.euse » introduit des interprétations et des biais.

Le déroulement est chaotique quel que soit le « mécanisme capitaliste » qui serait capturé à un instant. D'ailleurs les principales « figures » de ce « matérialisme dialectique » se tromperont toujours sur leurs « prémonitions ». Cela dit, la pratique de la dialectique reste essentielle lorsque des peuples et des sociétés évoluent. On peut, en partant de constats matériels, établir des stratégies et en déduire des conséquences à celles-ci.

Le prisme du matérialisme dialectique propose des explications aux observations ; mais ses réflexions fluctuent en fonction de la subjectivité de l'observation ; en découlent des stratégies différentes. C'est alors une « science » limitée qui ne peut faire foi en politique. Aussi, peut-être n'existe-t-il pas seulement le matérialisme autoritariste marxiste et l'idéalisme « post-moderne » mais aussi le matérialisme anti-autoritaire anarchiste.

Limites de la théorie révolutionnaire matérialiste moderne

Lorsque Bakounine parle d'une révolution future du peuple slave en 1850, Marx et Engels expriment leur mépris, considérant ce peuple trop peu évolué pour faire la révolution.⁸ Pour eux, c'est en Allemagne qu'il faut impulser une révolution car c'est dans ce pays que les « conditions matérielles » historiques sont réunies.

Au contraire des Slaves, les Allemand.es sont nombreux.ses dans les usines où une bureaucratie ouvrière s'est établie.

En découvrant la logique de la dialectique matérialiste et l'appel à la « Dictature du prolétariat », on peut comprendre que **la principale stratégie révolutionnaire de nos ancêtres soit de recourir à classe ouvrière pour « renverser » la bourgeoisie.** Aussi, Marx semble à son époque prédire l'avènement de la société « social-

démocrate » développée par les luttes historiques de la classe ouvrière au XX^{ème} siècle.

À l'époque industrielle, le clivage de classe est clair, on s'identifie à la classe exploitée. Malgré les Guerres mondiales, la société ressort du XX^{ème} siècle plus « socialiste » que « conservatrice » grâce aux efforts et apports « matériels » de cette classe ouvrière. Par ailleurs, la notion de matérialisme est restée un outil politique, aujourd'hui alimenté, par exemple, par l'anti-colonialisme et les cultures « indigènes », qui poussent la logique dialectique marxiste à se contredire elle-même en sortant de son prisme « civilisationnel »⁹.

Aujourd'hui, qu'en est-il du clivage de classe ?

Ce contraste n'est que plus important : la société est divisée en classes sociales, mais le mouvement ouvrier n'a pas réalisé la révolution espérée ces deux derniers siècles. Et s'il s'en approcha, ce fut en raison de la mobilisation de tous les corps exploités de la société, aux côtés des soldat.es et des paysan.nes.

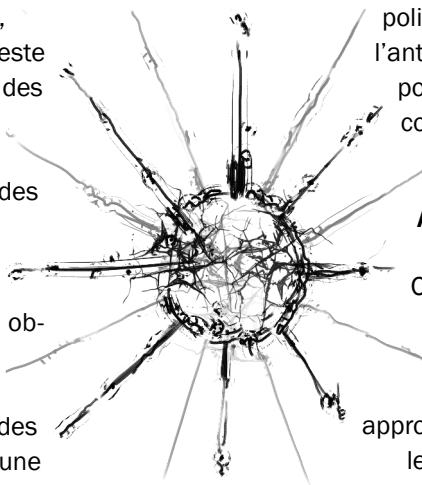
Mais ces corps sociaux ne sont plus ce qu'ils furent par le passé : les « rangs armés » ne sont plus des conscriptions composées des éléments précaires de la société ; les rangs des paysan.nes exploité.es diminuent drastiquement en nombre à mesure de la robotisation de la production agricole. Quant aux autres travailleur.euses, salarialisé.es et syndiqué.es, iels sont aussi en perte de vitesse.

Alors oui, le ou la révolutionnaire « matérialiste » a raison d'user de la lutte des classes, car le contraste avec la haute bourgeoisie est fort, mais l'argument n'est pas assez fédérateur pour sensibiliser les multiples couches sociales exploitées. De plus, la destruction de l'environnement social et culturel de nos diverses sociétés est accélérée par l'instauration de l'économie libérale mondialisée. Les états, au service d'un actionariat globalisé, remplacent toute culture d'entraide par un salariat précaire et endetté soumis à un consumérisme irraisonné.

Abattre les oppressions semble improbable dans un monde où il est impossible d'entretenir un lien social dans nos propres sphères sociales : au travail, entre ami.es, en famille, dans le quartier, au marché, dans l'immeuble, etc. **Tout changement de mentalité, toute émancipation et toute fin de l'oppression reste impossible** sans « solidarité » entre les classes exploitées. Cette solidarité construite, il devient possible de s'identifier à la classe dans laquelle l'on se développe.

Crabi – Liaison Commune de Lyon de la Fédération Anarchiste (FA)

9 Le matérialisme dialectique tend à « expliquer » l'évolution d'une société « arriérée » vers une autre plus « avancée » et « civilisée ». On parle de « développementalisme ».



8 Co-auteur du *Manifeste du Parti Communiste*, Engels, inscrivant à la racine de l'idéal marxiste le colonialisme stratégique, écrit dans « Le panslavisme démocratique » en réponse à « l'Appel aux Slaves » de Bakounine: « [...] aucun peuple slave n'a d'avenir pour la simple raison que les conditions premières de l'indépendance et de la viabilité, conditions historiques, géographiques, politiques et industrielles manquent aux autres Slaves. Des peuples qui n'ont jamais eu leur propre histoire, qui passent sous la domination étrangère à partir du moment où ils accèdent au stade le plus primitif et le plus barbare de la civilisation, ou qui ne parviennent à ce premier stade que contraints et forcés par un joug étranger, n'ont aucune viabilité, ne peuvent jamais parvenir à quelque autonomie que ce soit. [...] Et tout cela en remerciement de la peine prise par les Allemands pour civiliser les Tchèques et les Slovaques à la tête dure, et pour introduire chez eux le commerce, l'industrie, une exploitation agricole rentable et la culture ! Mais le joug imposé aux Slaves sous prétexte de les civiliser constitue précisément un des grands crimes des Allemands et aussi des Magyars ! »

« Elisée Reclus » pour le 120ème anniversaire de sa mort le 4 juillet

Elisée Reclus (1830-1905) était un des géographes les plus importants de son temps, une figure majeure dans la pensée anarchiste et, durant la majeure partie de sa vie, un révolutionnaire qui a participé activement à la Commune de Paris et à la Première Internationale. Parmi les penseurs politiques du XIXème, il se démarquait par son engagement fort non pas seulement pour la révolution sociale, mais aussi pour l'écologie radicale, l'anti-patriarcat et l'égalité des femmes, l'antiracisme, l'anticolonialisme, l'antispécisme et le bien-être animal.

Reclus est surtout connu pour avoir écrit *Nouvelle géographie universelle*, une œuvre riche de vingt tomes et de 18 000 pages qui a été décrite comme la réalisation individuelle la plus importante dans l'histoire de la géographie. Reclus est largement reconnu comme le fondateur du domaine d'études de la géographie sociale. Sa dernière publication, *L'Humanité et la Terre*, est une synthèse de 35 000 pages traitant de géographie, d'histoire, d'anthropologie, de philosophie et de théorie sociale, et représente sa contribution la plus durable à la pensée moderne. Introduit par la déclaration « L'Humanité est la Nature prenant conscience d'elle-même », il s'agit d'une revue complète de l'histoire de l'Humanité et de la Terre, où un destin planétaire commun se révèle à travers une compréhension profonde du grand cours de la géohistoire.

Il existe deux niveaux à l'histoire de l'humanité et de la Terre d'Élisée Reclus. Le premier étant celui de la description du processus de conscience de soi-même de l'homme en interaction dialectique avec la nature. Il démontre comment le milieu naturel façonne le développement humain tandis que l'humanité contribue simultanément à l'expansion et à l'épanouissement de la nature. Il montre que le contenu de l'histoire géologique est une dialectique entre les forces créatrices de la liberté et les forces contraignantes de la domination. Son idée selon laquelle tous les phénomènes historiques comportent à la fois des aspects progressistes et régressifs, et que chaque tendance doit être analysée avec soin, est l'un de ses concepts les plus influents.

Reclus montre que le progrès historique dépend du développement de l'entraide et de la coopération sociale – des idées qui ont fortement influencé son jeune collègue Kropotkine. Reclus soutient que la pleine « prise de conscience »¹⁰ de « l'humanité dans la nature »¹¹ vient d'une révolution sociale qui incarnera des pratiques mutualistes dans une société libre, égalitaire et anarcho-communiste.

10 Traduit de l'anglais « self-realization ».

11 Traduit de l'anglais « humanity-in-nature ».

De plus, il soutient que le sort de la Terre est déterminé par la capacité de l'humanité à établir des institutions et des pratiques sociales qui expriment une profonde préoccupation pour le monde naturel et pour tous les êtres vivants de la planète.

L'autre facette du récit historique mondial de Reclus se concentre sur la longue histoire de la domination. Il se livre à une critique approfondie de l'État bureaucratique centralisé et du capitalisme industriel, mais il ne considère pas les autres formes de domination comme secondaires. Il était vigoureusement féministe ainsi qu'un ennemi acharné de la « domination masculine », ainsi qu'un fervent opposant à toutes les formes de racisme et au dénigrement eurocentré des cultures autochtones. Il fut l'un des premiers à critiquer la destruction écologique résultant de l'impitoyable industrialisation et de l'optimisation sociale par la technologie, et il dénonça la destruction des forêts anciennes dès les années 1860. De plus, il fut un défenseur infatigable du végétarisme éthique et d'un traitement respectueux des animaux.

Reclus présente l'une des visions révolutionnaires les plus convaincantes, et sans doute l'une des plus réalistes, des conditions préalables à un monde libéré, libre et solidaire. Plus précisément, il aborde cinq niveaux de pratique socio-écologique qui doivent tous être pris en compte par le mouvement révolutionnaire.

I.

Le premier niveau est celui de la communauté primaire¹² qui est au centre de la transformation personnelle, morale et psychologique. Dans une lettre datée de 1895, Reclus écrit que les anarchistes doivent « travailler à se dégager personnellement de toutes idées préconçues ou imposées, et regrouper peu à peu autour de soi des ami.e.s vivant et agissant de la même façon. C'est de proche en proche, par petites sociétés aimantes et intelligentes, que se constituera la grande société fraternelle »¹³. Toutes ces qualités (l'échelle locale, l'éthique d'amour omniprésente et la culture d'une intelligence active et engagée) sont nécessaires pour que ces associations puissent remplir leur rôle transformateur de base.

II.

Le deuxième niveau d'organisation sociale, et le plus crucial sur le plan politique, était pour Reclus la commune autonome, qu'il décrit dans une lettre de 1871 comme « à la fois le triomphe de la République des travailleurs et l'inauguration de la Fédération communale »¹⁴. Il était convaincu qu'une version radicalisée des aspirations de la Commune de Paris (une réalité puissante dans l'imaginaire radical de son époque) devait être la forme principale d'organisation politique. La commune pratiquerait une démocratie directe et radicale. Le pouvoir du peuple pourrait être délégué, mais il ne pourrait jamais être uniquement représenté ni aliéné de la base. À des fins plus larges, la commune agirait en solidarité avec toutes les autres communes par le biais d'une fédération libre.

12 Peut-être une sorte de groupe affinitaire.

13 D'après la préface de John Clarke à *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique* (Lux, 2014), cette lettre est adressée à Clara Koettlitz (12 avril 1895) et extraite de *Correspondance*, t. 3, *Septembre 1889-juillet 1905* (Alfred Costes, 1915, p. 182).

14 C'est un extrait d'une lettre écrite par Élisée Reclus à son ami Alfred Dumesnil le 18 mars 1871. Elle est citée dans le no 96 du bulletin *La Commune* de l'Association des Amies et Amis de la Commune de Paris (1871) (2023, trimestre 4).

III.

Le troisième niveau clé de l'organisation sociale pour Reclus, inspiré par ses nombreuses années d'engagement dans la lutte ouvrière mondiale, est celui de l'Internationale ouvrière, qui agirait démocratiquement par l'intermédiaire de ses sections locales. Reclus croyait que pour réussir, la révolution devait rassembler les gens, non seulement en tant que membres de la communauté locale, mais aussi au niveau de l'humanité toute entière, dans une optique internationaliste, unies et mobilisées en tant que travailleuses et productrices. L'Internationale était également une force puissante dans l'imaginaire social radical de l'époque.

IV.

Le quatrième niveau d'association est la « République Universelle », qui sera également une expression mondiale des valeurs de la communauté et de la solidarité humaine. Cette grande « République » (une autre idée qui a inspiré les révolutionnaires de l'époque)¹⁵ devait être fondée sur la libre fédération de communes autonomes à travers la planète, et à tous les niveaux, du local au régional, jusqu'au mondial. Reclus reconnaissait que notre communauté voit au-delà des humains. Il reconnaissait donc un cinquième niveau d'association, dans lequel nous exprimons notre unité et notre solidarité avec la Terre, ainsi que notre sens des responsabilités envers toute forme de vie sur Terre. C'est le niveau de la **Communauté terrestre** dans son ensemble. À ce niveau, une unité dans la diversité existe déjà implicitement à l'échelle mondiale, mais nous devons être éduqués pour prendre conscience des liens et intérêts de tous les êtres, et pour agir en conséquence.

Reclus était un révolutionnaire dévoué et engagé qui a travaillé sans relâche pour une transformation sociale révolutionnaire, ce qui lui a valu d'être emprisonné dans au moins quatorze prisons et de passer de nombreuses années en exil forcé. C'était une personne d'une humilité extraordinaire, d'une grande générosité, d'amour et de compassion, non seulement pour ses semblables, mais aussi pour les autres êtres vivants. Il mérite d'être reconnu comme l'un des penseurs les plus éminents de l'histoire de l'anarchisme. De plus, ses travaux en géographie sociale et dans des domaines connexes, totalisant plus de 25 000 pages d'ouvrages publiés, constituent de loin la plus grande réalisation dans l'histoire de la pensée socio-écologique.

Commentaire de l'auteur pour Purple Black :

« Je pense que la plupart de ces idées sont encore très pertinentes, même si elles nécessitent une théorisation plus approfondie (et une mise en pratique expérimentale) pour notre époque. Tout d'abord, le niveau de la communauté primaire est fondamental, pourtant il est généralement né-

15 Les notions de « République » et « République universelle » sont très courantes dans le vocabulaire socialiste du XIX^{ème} siècle. On trouve cette expression chez Élisée Reclus dans ses articles pour le journal *L'Union* de la Nouvelle-Orléans, republiés par *Terra Brasilis* (revue, no 7, 2016) sous le titre « Nouvelle-Grenade ».

gligé. Gustav Landauer est un autre penseur anarchiste qui a poursuivi et développé cette dimension avec beaucoup de perspicacité.

Les groupes d'activistes politiques sont importants, mais ils sont limités en tant que forme sociale et ont tendance à avoir un caractère réactif. Ce qui est négligé, c'est la créativité sociale et matérielle réelle, la création de groupes d'affinité, de communautés de base, d'écovillages et d'écovilles à volonté intégrale – c'est-à-dire englobant ce que j'appelle toutes les sphères de la détermination sociale. Ces formes créatives ont la capacité de devenir des lieux de communauté fortement transfigurés.

Le deuxième niveau est celui où l'idée du « municipalisme » intervient : la mise en place de structures politiques locales radicalement démocratiques. Cependant, les organes de décision politique tels que les assemblées ne doivent pas être fétichisés au détriment d'autres dimensions fondamentales telles que la production coopérative (comme l'ont démontré les Zapatistes) et les comités de citoyens. Le

troisième niveau est l'organisation sur

la base du travail, qui a bien sûr été surestimée dans le passé au détriment de la communauté, mais qui reste cruciale. Le quatrième niveau est celui de la fédération des communautés, sur lequel les municipalistes ont mis l'accent. Cependant,

les objectifs inspirants de l'association de toute la main-d'œuvre au sein de l'Internationale et de l'association de toutes les communautés au sein de la République Universelle étaient des idées révolutionnaires très convaincantes qui constituaient le fondement de l'imaginaire social révolutionnaire. Les mouvements radicaux d'aujourd'hui sont dépourvus de cette dimension imaginaire. C'est dans ce vide imaginaire que les idées fascistes, populistes, autoritaires et régressives du nationalisme et de l'identité ethnique prennent le dessus.

Enfin, le cinquième niveau, celui de la communauté terrestre, devrait être une puissante force révolutionnaire et imaginative à ce stade historico-géographique, alors que nous sommes confrontés à une autodestruction humaine imminente et à une extinction de masse à l'échelle mondiale. Je suggère que nous réfléchissions à toutes les sphères de détermination sociale – l'idéologie sociale, l'imaginaire social, l'éthique sociale, la structure institutionnelle sociale et la matérialité sociale – et à la manière dont nous pouvons créer des communautés et des mouvements qui abordent toutes ces sphères simultanément. Nous devons être capables de créer « l'envie positive » dont parlait Landauer, afin que les masses aient un désir profond de faire partie de la bonne communauté, « la communauté bien-aimée », la communauté « transfigurée », et s'y rallient dans un sens d'usage¹⁶, d'engagement et d'espoir.

- John P. Clark, traduit de l'anglais par Darline Liaison Commune de Lyon de la Fédération Anarchiste (FA)

16 Traduit de l'anglais « The transfigurative community and flock to it with a sense of purpose ».

L'État des anarchistes, Première Partie, Que serait l'inverse de l'État ?

Cette série de textes explore les travaux de Kevin Carson¹⁷ et de Pierre-Joseph Proudhon¹⁸ sur l'anarchisme et les modes d'organisation et d'économie sans État. L'objectif de ce premier article est de montrer que la manière dont l'État est défini est décisive pour penser l'organisation anarchiste. Contre les apparences, l'État n'est pas un Léviathan et le capitalisme n'est pas un système indépassable, mais ce sont deux modes de gouvernement des échanges, des capitaux et des individus reposant sur la capture des innovations, autant d'écologies inventives préfigurant des modes de vie autonomes.

1. Antipolitique

Les anarchistes du XIX^e siècle se définissaient comme « antipolitiques ». Cela peut sembler étrange tant le terme a changé de sens. Après Mai 68, la « politique » désigne un ensemble d'activités de politisation¹⁹. Par exemple, amener dans le débat public les questions de genre pour montrer que le couple n'est pas un lieu de relations harmonieuses mais de rapports de domination, que ce fait implique une action transformatrice – incluant des prises en charge publiques telles que les congés maternité, les garderies gratuites, l'indépendance financière des femmes, etc²⁰. Qu'entendaient ces anarchistes par « antipolitique » ? Ils et elles rejetaient le politique tel qu'il est édicté dans notre Constitution : les activités parlementaires et la législation, les administrations publiques et les ministères, etc.

La complexité provient aussi du fait que l'État occidental s'est transformé au cours des siècles : il s'est identifié à

17 En particulier, *Organization Theory: A Libertarian Perspective* (BookSurge, 2008), *The Homebrew Industrial Revolution. A Low-Overhead Manifesto* (C4SS, 2010), *The Desktop Regulatory State: The Countervailing Power of Individuals and Networks* (C4SS, 2016), *Exodus General Idea of the Revolution in the XXI Century* (C4SS, 2012).

18 Principalement *Idée générale de la Révolution au XIX^e siècle* (1851) et *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère* (1846), tous deux disponibles sur Wikisource.

19 Sur la notion de politisation, on verra notamment Jacques Lagroye « Les processus de politisation », in *La Politisation* (Belin, 2003, p. 359-385).

20 Pour introduire aux questions de genre en science politique, on pourra voir Jane Jenson et Éléonore Lépinard, « Penser le genre en science politique : Vers une typologie des usages du concept » *Revue française de science politique* (vol 59, no 2, 2009, p. 183-201). On pourra plus généralement lire les travaux de Jane Jenson et Theda Skocpol sur l'État social et les rapports de genre.

des frontières géographiques, aux nations, il a développé des services sociaux pour tempérer la brutalité du capitalisme, et des régimes de loi pour réguler la compétition économique et garantir la propriété privée. Toutefois, l'État que nous connaissons a des points communs avec celui de l'anarchisme du XIX^e siècle qui faisait du principe d'autorité incarné par l'État son premier adversaire. Ce dénominateur commun, c'est ce que nous appelons un *mode de gouvernement*.

2. Gouvernance dans un monde pluriel

Faisons un bref aparté. Depuis les années 1990, la science politique parle de plus en plus de « gouvernance ». Dans les métropoles, la décision ne semble plus être le fait d'un État planificateur mais d'une pluralité d'instances : associations, organismes non gouvernementaux (ONG), municipalités, entreprises, partis politiques, médias locaux, comités citoyens, etc. On peut penser à la diffusion des programmes de vélos en libre service ou aux coalitions de rénovation urbaine. Les politiques d'inspiration néolibérale auraient encouragé cette société civile afin de faire des économies en déléguant une partie des missions de l'État aux acteurs locaux (sans accroître leur enveloppe budgétaire). La gouvernance désignerait alors cette décision politique fragmentée.

Cette pluralité n'est pourtant pas nouvelle, ni spécifique à la mondialisation et aux réformes budgétaires. L'État s'est un temps appuyé sur un réseau de seigneureries, de parlements et de paroisses. Toutefois, cette diversité du politique s'est clarifiée à mesure que le gouvernement s'est vu confier des domaines de plus en plus variés de la vie sociale. Ce faisant, il a reconnu dans la loi les acteurs et actrices existant-es et l'organisation des services. L'État a remplacé l'Église dans la santé, mais celle-ci est fournie par un ensemble d'agents éclectiques : professions libérales, hôpitaux, centres médico-sociaux, etc. Se contenter d'y voir des ensembles harmonieux serait une erreur : la prise en charge des problèmes sociaux est une lutte au sein de laquelle l'État jouit d'une position surplombante pour favoriser tel ou tel agent. Qu'est-ce que cette vision dit du politique ? En reprenant le *Dictionnaire des politiques publiques*, l'État est présenté comme :

« Un ensemble interconnecté d'institutions qui monopolise la force à l'intérieur de son territoire, s'appuie sur la capacité administrative de **remplir effectivement ses fonctions économiques et politiques fondamentales** et de **maintenir sa légitimité** en provoquant le consentement de ses citoyens »²¹

3. L'État comme style de gouvernement

L'État ressemble moins au Léviathan de Thomas Hobbes, monolithe uni autour du souverain, qu'à un réseau d'institutions étroitement reliées et se soutenant les unes les autres. Idéaliser cette multiplicité est problématique : ces relations sont traversées de rapports de force et de relations de pouvoirs (entre classes sociales, genres, ethnies ou groupes racisés, etc). L'État est l'inverse d'une institution horizontale. Ce qui le spécifie n'est pas l'existence des services sociaux, des assurances sociales, mais un *mode*

21 Lawrence R. Jacobs et Desmond King cités par Jean Leca, « État » in *Dictionnaire des politiques publiques 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos* (Presses de Sciences Po, 2014. p. 234).

de gouvernement : un « schème stratégique [...] l'État a été de certaine manière de concevoir, d'analyser, de définir la nature et les rapports de ces éléments tout donné »²².

D'abord, ce mode de gouvernement désigne une façon de penser les problèmes sociaux par le haut. Michel Foucault montre comment s'est construite la *statistique* – littéralement *science de l'État* – pour mesurer la force de l'État en comptant sa population et en répertoriant ses propriétés (espérance de vie, maladies, âge moyen, etc). Ces sciences de gouvernement ont servi à développer des expertises d'État. C'est l'intérêt des recherches foucauldienne que de montrer comment l'État « entre dans la pratique réfléchie des hommes »²³. C'est une façon de penser que nous qualifions de *rationalité surplombante*, qui voit le social comme un espace conflictuel à organiser, à planifier.

Ensuite, c'est à l'État ou au gouvernement qu'est confiée la mission d'organiser cette pluralité culturelle, ethnique, nationale, linguistique, etc. Celui-ci opère par des lois abstraites et générales, par des décrets où un-e administrateur-e tranche dans les espaces flous des lois, ou par jurisprudence où c'est un juge qui arbitre. Cela signifie que la loi n'est pas là pour s'appliquer de façon homogène et systé-

Enfin, ce que nous avons dit suppose de concevoir les êtres humains comme des agent-es sociales-ux hétéronomes, dépendant-es, inexistant-es sans la consistance que leur donne l'État ou la collectivité. Il s'agit de les mesurer puis de les orienter, guider et ajuster, une logique qui se retrouve dans certaines sciences sociales appliquées. On remarque ici que cette vision est en pleine affinité avec l'idéal planificateur et centralisé qui domine les visions marxistes du communisme et même de nombreuses formes de réformismes de gauche²⁵.

4. Capturer l'innovation et assurer la rente

Comment en sommes-nous arrivés là ? Il y a une histoire de l'État que nous développerons dans les prochains articles. Nous pouvons déjà souligner que ces idées ne sont pas abstraites, elles renvoient à des idéologies concrètes. Cette vision de l'ordre social justifie une fonction organisatrice, qui intuitivement ne se présente pas comme nécessaire aux fonctions sanitaires, commerciales, sociales, etc., que joue aujourd'hui l'État. Au contraire, ce qu'ont montré nombre d'anarchistes, à commencer par Kevin Carson, c'est que cette organisation hiérarchique n'a rien à voir avec l'efficacité ou la sécurité, mais bien la protection des



Figure 2: Plan Voisin de l'architecte Le Corbusier. Illustration inspirée de *Seeing like a State* (James C. Scott, 1998).

matique : le social est trop diversifié et les désirs et vœux des individus ne se réduisent pas aux collectivités abstraites auxquelles on les assigne. Le droit est là pour habiliter²⁴ : confier un peu de légitimité gouvernementale à un-e administrateur-e, un-e fonctionnaire ou un-e juge. Cette habilitation lui donne un pouvoir extraordinaire d'agir à sa guise en interprétant les catégories légales au nom de la collectivité représentée par l'État.

intérêts des dominants. Par exemple, l'État organise un système de brevets et de propriétés intellectuelles : les industries pharmaceutiques du Nord dépendent de ces droits pour garantir leurs monopoles, de même pour les grandes compagnies d'OS ou de logiciels comme Microsoft ou Adobe. S'agissant de biens dont l'usage ne provoque ni rivalité ni exclusion, les rentes de ces corporations²⁶ dépendent exclusivement de leurs licences et des contrats qui

22 Michel Foucault, *Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France (1977-1978)* (Seuil, 2004, p. 294).

23 Ibid., p. 252.

24 On verra Vincent Dubois, *La vie au guichet. Administrer la misère* (Éditions Points, 3^e édition, 2010).

25 Pour une critique de la planification socialiste, on verra Don Lavoie, *National Economic Planning: What Is Left?* (Ballinger Pub. Co. 1985).

26 Dans le droit états-unien, les corporations obtenaient le droit d'agir comme entité (personne morale) pour une mission définie par une charte. L'histoire a progressivement réduit cette mission à la quête du profit.

leur garantissent l'exclusivité de l'exploitation de ce que développent leurs employé-es (et même des commandes des États qui choisissent de s'équiper avec ces logiciels propriétaires).

Ce mode d'organisation repose sur la capacité confiée à l'État d'habiliter les agent-es sociaux-les. Pourtant, rien ne dit que ce style de gestion ait une plus grande efficacité. Au contraire, cette forme d'entité hiérarchisée avec un droit exclusif sur sa production est moins adaptable. Par exemple, une firme propriétaire n'est pas organisée pour recevoir les rétroactions des usager-ères et les remonter efficacement à la personne la plus susceptible de les traiter ni à s'ouvrir aux *inputs* des utilisateur-rices expert-es. Ce ne sont pas des machines d'innovation mais de captation de l'innovation grâce au régime de lois garantissant la propriété privée, y compris intellectuelle, et protégeant les détenteur-rices de capitaux et les contrats de travail. Si le capitalisme est un système d'incitatifs²⁷ plus prompt à favoriser l'invention que les régimes féodaux (un argument qui nécessite un développement à part), ce n'est pas le principal moteur de l'innovation actuelle. En réalité, notre économie contient de nombreuses niches, logées dans les interstices du capitalisme, que les structures propriétaires s'efforcent de contrôler pour en exploiter la rente²⁸. C'est un marché inégal où les pouvoirs de l'État servent à avantager certain-es agent-es et à préserver leur domination.

5. Coordonner les êtres humains sans gouvernement

Nous pouvons désormais esquisser le système anarchiste comme réponse à ce mode d'organisation étatique. Il ne s'agit donc pas de rejeter toutes les fonctions de l'État (on entend souvent : « comment allez-vous faire sans sécurité sociale ? ») mais de montrer sa fonction de capture et de légitimation des captures opérées par des groupes dominants sur les fonctions sociales. Il s'agit aussi de considérer l'inefficacité de ce *style de gouvernement* fondé sur des contrats exclusifs, non consentis, niant l'autonomie et la capacité d'invention des acteur-ices sociaux-les. Il faut donc lutter contre les appareils de capture pour se réapproprier les fonctions sociales au service d'une logique anarchiste afin, selon la formulation de Pierre-Joseph Proudhon, de dissoudre :

« le système politique ou gouvernemental dans le système économique, en réduisant, simplifiant, décentralisant, supprimant l'un après l'autre tous les rouages de cette grande machine »²⁹

Défaire pièce par pièce cette logique de gouvernement suppose de changer notre façon de penser le monde social. Substituer la nécessité d'une raison surplombante par la diversité des raisons pratiques : concevoir que les besoins et désirs des individus ne peuvent entièrement être planifiés, que les logiques sociales adaptatives peuvent être laissées aux modes de coordination non-gouvernantes telles que les

communs, marchés libres, coopératives, associations affinitaires, contrats synallagmatiques, etc. Si planification et organisation il faut, ce sont les individus qui doivent habiliter les instances régionales selon une logique subsidiaire ou fédéraliste au sens de Proudhon.

6. Tableau récapitulatif

| Style de gouvernement étatique | Mode de relations libertaire |
|--|--|
| Rationalité surplombante | Raison pratique |
| Le Souverain habilite les agent-es sociaux-les (verticalité ; <i>régime des lois</i>) | Les agent-es habilite la fédération (subsidiarité ; <i>régime des contrats</i>) |
| Gouverner des agent-es hétéronomes en les classifiant et en les organisant en collectivités. | Coordination entre acteur-ices autonomes (marché, communs, coopératives, etc) |

7. Conclusion

Beaucoup reste à dire, il ne s'agissait que de montrer à quel point la définition de l'État importe afin de changer notre façon de concevoir le monde social. Les logiques libertaires fourmillent déjà et la question est moins de les coordonner que de les multiplier en encourageant l'expérimentation et en considérant les acteur-ices sociaux-les – les êtres humains – comme égaux-les en tout, dont l'action libre se fait par consentement, par contrats et échanges réciproques. Il s'agit enfin d'éviter les dogmatismes, y compris autour des solutions qui marchent, afin que ces instances ne redeviennent des artefacts légaux, inertiels, justifiant une classe de bureaucrates et une gestion verticale de l'innovation.

- Gecko - Collectif purpleblack

27 Une partie des théories qui justifient le capitalisme se fonde sur l'idée que c'est un système incitant davantage à l'innovation – par la compétition entre détenteurs privés de capitaux – que les autres régimes économiques. Il peut s'agir de dire, par exemple, que collectiviser les capitaux va retirer l'incitation à innover produite par la compétition entre les détenteurs privés.

28 Sur le sujet, on verra les ouvrages de Kevin Carson (en particulier *Desktop Regulatory State*) mais aussi le travail J. K. Gibson-Graham, *A Postcapitalist Politics*. (NED-New edition, University of Minnesota Press, 2006)

29 Pierre-Joseph Proudhon, *Idée générale de la Révolution au XIXème siècle* (1851, édité par Wikisource, p. 236).



ERRICO
MALATESTA

Figure 3 : Errico Malatesta est un révolutionnaire anarchiste à la croisée des XIX^e et XX^e siècle, dont les idées sont des plus actuelles.

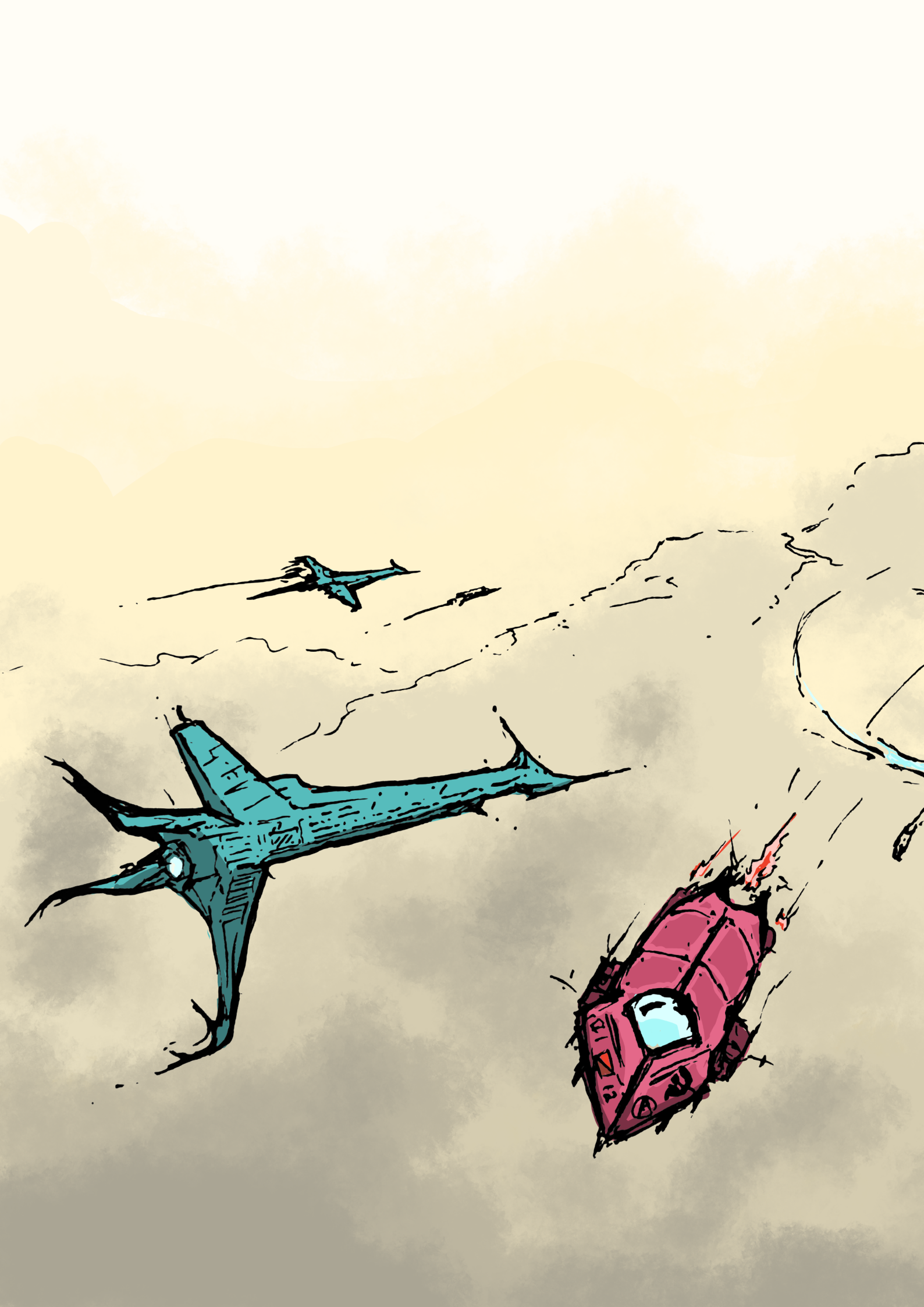
Dans sa courte vie, il rencontre les grandes figures de l'anarchisme et assiste à leur perte, ou leur déchéance. Ouvrier, il passe rapidement de la grève attentiste à l'organisation insurrectionnelle. Pour donner vie à l'anarchisme, et devant la difficulté à faire persister sa mobilisation sur le long terme, au-delà des éclats, il développe l'idée du « gradualisme révolutionnaire ». Il démontre la nécessité du développement de « bases » syndicales, organisationnelles et affinitaires anticipant la révolution. Pour lui, il ne serait pas possible, ou plus difficile, de lancer une « révolution sociale anarchiste » sans organisation militante consciente et déjà constituée au sein d'alternatives anarchistes.

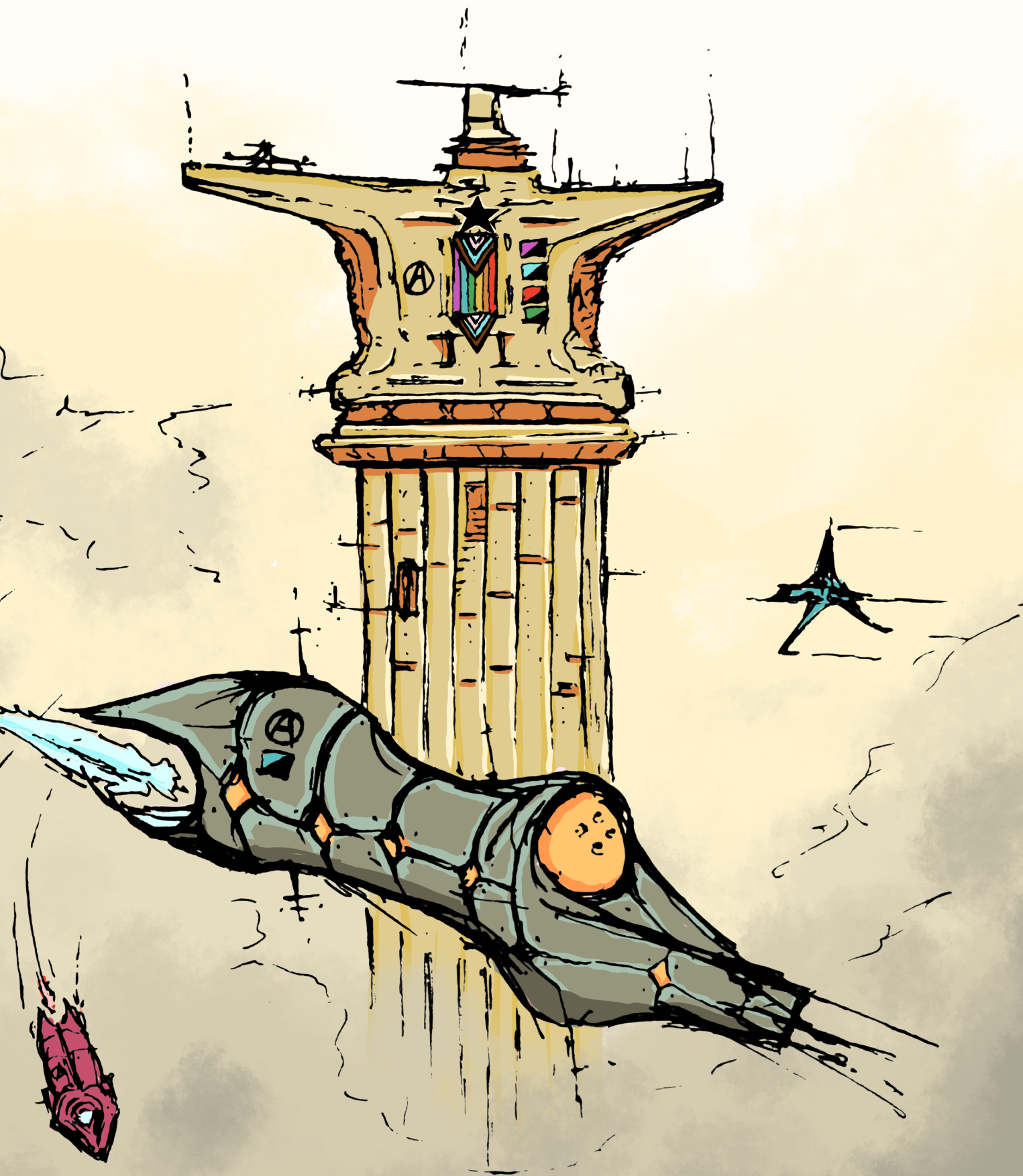
Malatesta défend le développement organisationnel des individus dans des collectifs anti-autoritaires, des coopératives de production ou des syndicats ouvriers ; pour attaquer dans le même temps l'attentisme et le professionnalisme révolutionnaire.

Décédé juste avant la Révolution sociale espagnole, qu'il a attendue et préparée, Malatesta a posé des bases souples, non dogmatiques, d'une stratégie militante cohérente et efficace pour les Anarchistes des XX^e et XXI^e siècle.

Ses idées nourrissent aujourd'hui tous.les militant.es qui souhaitent s'organiser par et pour l'anarchisme.







[Handwritten signature]

Les raisons de la colère – Organisations impuissantes

Cri du cœur pour mettre en place de nouvelles organisations politiques en France et ailleurs. Par Crabi (liaison Commune de Lyon - Fédération Anarchiste), 28 avril 2025.

Le fonctionnement de nos organisations « militantes » doit être remis en cause. Il existe un gouffre entre la population et le milieu militant qui rend difficile tout élan lié à la constitution de collectifs militants. Aujourd'hui, seuls des événements sociaux ponctuels amènent à de l'engagement temporaire. Le reste du temps, les collectifs peinent à se constituer, à perdurer ou bien à mobiliser.

Patricia Vendramin³⁰ définit l'engagement militant comme la triple rencontre entre l'individu, une organisation et une cause. L'engagement se produirait lorsqu'un.e individu se retrouve dans les idées et dans les pratiques d'une organisation. Pour assurer cet engagement dans le temps, on favorise l'établissement d'une élite militante, celle-ci associée à une grammaire, à une doctrine ou à des postes de carrières.

Il nous faut réfléchir sur cette question de l'engagement militant, qui mène à la constitution d'organisations complexes et inaccessibles. Très souvent les organisations sont forcées à se réduire à des tâches administratives n'ayant plus pour fin que la survie de l'organisation, renonçant à tout objectif politique à terme.

Imaginons un.e militant.e, sortie du lycée, ayant participé à des blocages, des lectures ou des vidéos de manifestations, qui désire s'engager politiquement. Ici se retrouve à naviguer dans des tempêtes inaudibles, méprisantes et malsaines alimentées par de vieilles rancoeurs, des différends doctrinaires ou des mécanismes et des conceptions militantes qui se maltraitent entre elles. Ses attentes sont rapidement source de déception, voire de découragement.

30 Docteure en sociologie, licenciée en communication sociale et titulaire d'un diplôme de troisième cycle en études des pays en développement (UCL). Elle donne la définition de cet engagement dans *L'engagement militant* (Presses universitaires de Louvain, 01 mars 2013).

Pour sauvegarder une lueur d'espoir et son esprit, ce.tte militant.e n'a pas d'autre choix que de sauter par-dessus bord, d'abandonner le navire militant incapable « d'être à la hauteur de la tâche ». Au final, seule une élite, auto-proclamée consciente et « engagée », continue de naviguer. Laisant donc sur la rive, des forces supposées incapables. Incapables de savoir-faire révolutionnaire, c'est-à-dire incapables de se donner à la cause, jusqu'à l'avènement éventuel d'une révolution.

L'engagement « contemporain » selon Jacques Ion³¹ se caractérise par une activité diversifiée par des causes et des moyens d'actions marqués par une certaine attitude « responsable » face aux enjeux actuels. Contrairement aux engagements idéologiques du passé, il serait plus personnel, ponctuel et souvent local, avec un accent sur la responsabilité individuelle : l'individu cherche à contribuer au bien-être social tout en reconnaissant la complexité du monde. En résumé, l'engagement contemporain est flexible, pluraliste et réfléchi, loin des modèles collectifs ou partisans traditionnels.

L'engagement rencontre nécessairement des sphères « politiques » : syndicalisme, collectivisme, individualisme, socialisme, communisme ou mutualisme. Des milieux qui donnent souvent des réponses radicales pour résoudre des colères personnelles, et les problèmes sociaux. L'engagement, apparemment devenu flexible et pluraliste, implique tout de même la rencontre avec les structures existantes, souvent incompatibles. Il serait alors pertinent, dans la volonté d'émanciper la société dans son ensemble, d'adapter nos modèles d'organisations. N'est-ce pas ?

Les organisations militantes ont perdu la volonté de changer la société. Pour cela elles devraient se remettre en question pour répondre à ses contemporains. J'avance qu'il serait possible de s'attarder sur les points suivants, inspirés des idées de Jacques et de Patricia, énumérant les raisons du non-engagement des individus dans les organisations :

- D'après Patricia : le fossé entre le savoir-faire des individus et les théories/pratiques révolutionnaires³².
- D'après Jacques : les identités et les expériences individuelles qui restreignent la possibilité de la « radicalité » et de l'expression de l'appartenance à une « classe sociale » engagée.

Je propose alors de creuser ces deux points dans les parties suivantes.

31 Jacques Ion, *S'engager dans une société d'individus*, Paris, Armand Colin, coll. « Individu et société », 2012. Jacques Ion est directeur de recherche au CNRS, travaille au CRESAL, université de Saint-Étienne et université de Lyon II.

32 Combats, écritures de propagande, graphisme militant, discours politiques, culture de terres, etc.

Identité personnelle – Face au militantisme identitaire : de l'entre-soi sectaire des organisations dogmatiques à l'approche transversale.

S'engager dans un mouvement anarchiste n'est pas l'application stricte d'un plan. Ce n'est pas l'idée d'une vision rigide d'un futur, mais celle de diverses et possibles visions du futur anti-autoritaire.

L'engagement militant ne peut donc rimer avec un quelconque dogme idéologique : nous militons pour un **anarchisme sans scissions ni rapports de force**. Un anarchisme où chaque voix compte, un anarchisme où chaque voie personnelle est justifiable si elle ne soumet pas³³ la vie d'autrui. Quel que soit le désir exprimé par une personne, il se doit de l'être. Bien que cela puisse nous irriter, nous devons entendre les aspirations des autres³⁴. Nous ne pouvons pas nier la possibilité future de l'existence de certaines pratiques³⁵.

Nous militons pour **un anarchisme qui porte la voix de tous.tes au même niveau**. Pour que l'indépendance des individus soit véritable. Pour qu'aucune vision du monde ne leur soit imposée.

Par ailleurs, un fossé existe entre le temps du militantisme et celui de la vie personnelle, creusé par la famille, les ami.es, le travail et l'environnement culturel. En réalité, il n'est pas possible de « militer » lorsque notre vie est surchargée. Tout comme il est difficile pour les individus de faire fi de leurs influences personnelles au quotidien. Par exemple le tabou politique est omniprésent dans toutes les familles : il est presque impossible d'étendre la discussion politique aux ami.es à risque de les voir disparaître. Les collègues de travail risquent de dénoncer les discours radicaux à la direction. Souvent il n'existe plus de syndicat pour se défendre.

Enfin la position géographique ne permet pas d'être simplement à dix minutes du collectif de militant.es. Il est certain que la technologie surdéveloppée, s'accumulant au-delà du besoin, cultive aussi une sphère d'entre-soi. Alors oui, la vie des individus participe à leur propre blocage vis-à-vis des militant.es. C'est pour cela que le « sacrifice » militant n'est guère possible. Nous devons donc soutenir

l'idée d'un anarchisme ouvert et accessible : sans rituel de passage.

Le milieu militant ne doit pas imposer une manière de vivre, ni des pratiques violentes, à ses membres³⁶. Par exemple beaucoup de personnes ne pourront pas militer si cela les oblige à se confronter à la police ou à lire Trotsky. Nous critiquons tout militantisme « identitaire », seulement accessible par une élite militante. À l'inverse, nous pensons que toute personne doit pouvoir s'engager : pour cela les luttes et volontés personnelles ne doivent pas être étouffées, des collaborations doivent se faire sans entrisme, des passerelles se former entre villes, campagnes et quartiers.

Une première solution est donc la décentralisation de nos organisations, afin de briser l'identitarisme militant. Le « nous » est un tout, qui regroupe les personnes intéressées et moi 😊

Crabi – Liaison commune de Lyon de la Fédération Anarchiste (FA)

33 Si l'opinion ne souhaite pas l'oppression d'une identité/minorité/classe/communauté..

34 J'entends ici l'expression de désirs de changement de société dans une optique anarchiste. Un changement sans idées au-dessus des autres ou bien d'organisations au-dessus des individus.

35 Il n'y a rien dans l'anarchisme qui s'oppose à l'existence du travail du sexe ou de la pratique religieuse, quoi qu'on en pense. Cela exclut toutefois les communautés autoritaires, c'est-à-dire celles dont l'existence suppose d'interdire la circulation et le départ choisi de leurs membres.

36 Petite précision, il ne s'agit pas ici de dire que les situations « dangereuses » ne peuvent et ne doivent pas exister mais qu'il n'est pas viable de cultiver le sacrifice des militant.es dans des causes données sans leur donner le choix.

L'État radicalisé : lecture d'Un monde en guerre de Claude Serfati

Introduction : contexte national et géopolitique

Il est délicat d'asseoir un pouvoir en légitimant la violence – comme le fut la Vème République – sans se créer des ennemi-es monté-es de toutes pièces. Les objectifs initiaux des opérations militaires se retrouvent détournés de leur intention : la lutte contre le terrorisme, dans le contexte des attentats de 2015 sous la présidence de François Hollande, ouvre la voie à une généralisation de la présence armée avec notamment l'opération Sentinelle³⁷. Néanmoins, même s'ils n'en sont pas la cause, ces événements tragiques deviennent la justification de cette présence armée. Le renforcement du cadre législatif – à travers les différentes lois sécuritaires – finit par se retourner contre les manifestant-es, les populations des quartiers populaires et participe à une généralisation de l'intervention armée, aussi bien à l'extérieur que sur le territoire métropolitain.

Les représentant-es de la Vème République, dont Emmanuel Macron depuis sa première présidence, exploitent de nombreux dispositifs constitutionnels et législatifs afin de renforcer des formes d'autorité. L'explosion des dépenses dans la production d'armes en atteste³⁸. Cette logique opère dans le cadre légal propre à la Vème République, même si elle reste moins explicitement assumée que sous d'autres régimes ouvertement répressifs. L'État français, se prétendant porteur des idéaux de paix et de démocratie hérités des révolutions, demeure la source de mort-es innocent-es et de rêves brisés en son pays et ailleurs. Pourquoi parler de militarisme actuellement ? Quelle est l'ampleur de ce dernier ? Comment s'explique le surdimensionnement budgétaire de l'armée et de son industrie ? Pourquoi la police s'arme-t-elle toujours davantage ? Quelles en sont les conséquences sur nos droits ? Comment, à travers la gestion de l'armement, la

37 L'opération SENTINELLE est une opération militaire de lutte contre le terrorisme visant à renforcer la protection des Français-es, avec des moyens militaires (humains et matériels) mettant en œuvre des savoir-faire militaires, aux côtés des forces de sécurité intérieure. On peut lire sur un site gouvernemental (<https://www.eure.gouv.fr/Services-de-l-Etat/Defense-memoire-anciens-combattants/Delegation-militaire-departementale-DMD2/OPERATION-SENTINELLE> ; consulté le 11 novembre 2025) : « Dans le cadre de l'opération Sentinelle lancée en janvier 2015, 10 000 soldats (dont 3000 en réserve) sont engagés sur le territoire national pour défendre et protéger les Français. En fonction de la situation, un détachement de l'opération SENTINELLE est présent dans l'Eure sur demande de l'autorité préfectorale. Il est déployé sur des sites tels qu'Évreux, Giverny ou autres. »

38 Entre 2017 et 2024, le budget de l'armée a augmenté de 46 %. 58,5 milliards sont consacrés au ministère des Armées dans le cadre de la première année 2024 de la loi LPM (Loi de Programmation Militaire 2024-2030) <https://www.defense.gouv.fr/ministere/politique-defense/loi-programmation-militaire-2024-2030/projet-loi-finances-armees-2024-lpm-annee-1> (consulté le 17/11/2025)

radicalité d'État se manifeste-t-elle dans ses institutions, ses politiques intérieures et extérieures ? Pour ne citer que ces quelques interrogations : j'ai à cœur de vous partager cette lecture. C'est un livre en prise directe avec notre actualité politique : la guerre, qu'elle soit subie en Ukraine, à Gaza, au Soudan. Plus encore, cette lecture nous permet d'appréhender le militarisme d'État, aux contours encore insaisissables pour le grand public malgré sa présence concrète dans notre quotidien ; on peut évoquer le directoire militaire à Madagascar qui est officiellement censé durer deux ans,³⁹ les mouvements populaires au Pérou, au Maroc ou au Népal face à des formes de dictat et de répression⁴⁰.

Les nombreux démentis au sujet des livraisons d'armes vers Israël (par exemple, face aux accusations du réseau Progressive International⁴¹) questionnent la complicité de l'État français dans la guerre à Gaza. Tandis que le discours présidentiel de la reconnaissance de l'État palestinien dans la logique de la solution à deux États se fait maintenant entendre, la désobéissance des dockers de Fos-Marseille, les articles du média d'investigation *Disclose* et le manque de transparence des commandes d'armes exportées depuis la France réaniment un certain embarras⁴². Dans le débat médiatique, les plus forcené-es parmi ceux qui dénie toute existence d'un racisme systémique (Darmanin, Retailleau, Wauquiez, Le Maire et bien d'autres) n'ajoutent qu'à la confusion sur les (dites) valeurs républicaines.

39 Mandimboisa, « Crise politique : La HCC confie le pouvoir au Colonel Michaël Randrianirina », *Madagascar Tribune*, 15/10/2025 ; « Madagascar army suspends constitution, says transition period to last two years » *TRT Afrika* ; S. Awami et O. Rakotomala « Le colonel Michael Randrianirina, le chef militaire de Madagascar, a prêté serment en tant que président après des manifestations menées par des jeunes », *BBC News Afrique*, 17/10/2025.

40 Entre septembre et octobre 2025, des mouvements représentés par la « génération Z » ont éclaté dans plusieurs pays, au Maroc, au Pérou, à Madagascar ou encore au Népal. Au Maroc, les manifestations ont conduit à plus de 2 400 poursuites judiciaires, ainsi qu'à trois morts et plusieurs centaines de blessé-es, rapporte *France 24*. Au Pérou, dans la nuit du 14 au 15 octobre, soixante-dix blessé-es ont été constaté-es et une personne est morte par balle lors des manifestations à Lima selon le journal *Le Monde*. Au Népal, les protestations à Katmandou ont été parmi les plus violentes, avec plus de cinquante mort-es et un millier de blessé-es. À Madagascar, la contestation liée aux difficultés économiques et aux coupures d'électricité a causé une vingtaine de mort-es. Voir A. Chaparro, « Au Pérou, la « gen Z » exprime dans la rue son ras-le-bol du « pacte mafieux » qui gangrène la politique », *Le Monde*, 16/10/2025 ; A. Nodinot, « Du Népal au Maroc, la Gen Z bouscule les pouvoirs en place », *L'Humanité*, 13/10/2025 ; « Du Népal au Pérou, du Maroc à Madagascar, portrait d'une jeunesse révoltée », *Une de Courrier international*, 22/10/2025 ; « Gen Z au Maroc : la justice poursuit plus de 2400 personnes après les manifestations », *France 24*, 29/10/2025.

41 Progressive International est un mouvement mondial officialisé en 2020 qui milite pour les droits fondamentaux et soutient les réseaux d'activistes. En réponse au pouvoir des grandes entreprises, au militarisme et aux inégalités de genre ou coloniales, il diffuse une information engagée et propose une alternative politique. Partenaire de Codepink, Black Alliance for Peace, Communist Party of Kenya, Congreso de los Pueblos, DSA International Committee, Haqooq-e-Khalq Party, Palestine Action US et du Women's Democratic Front, Progressive International réunit penseur-es, professionnel-les et militant-es pour transformer les institutions et repenser l'ordre mondial.

42 Sur le sujet, on verra les enquêtes publiées par A. Lavrilleux et N. Serve sur le site d'investigation *Disclose* : « Fos-sur-Mer : des tubes de canons doivent aussi être expédiés vers Israël », 5/06/2025 et « La France s'apprête à livrer des équipements pour mitrailleuses vers Israël », 4/06/2025.

Ces représentants arguent la nécessité d'armer toujours plus les forces de l'ordre. Mais, pour ne pas sombrer dans la crédulité, et pour le dire autrement, « ils déniaient de façon hypocrite le racisme institutionnel, y compris quand celui-ci s'exprime à visage découvert, comme lors des manifestations de policiers⁴³ en mai 2021 ».

Parmi les traits qui caractérisent cette radicalisation, depuis la déclaration de « guerre contre le terrorisme » sous François Hollande, les sophismes prononcés par la logorrhée médiatico-gouvernementale se sont multipliés : « islamo-gauchisme », « éco-terroristes », « ennemis de la République », « zone de non-droit ». D'une part, ce discours couvre les interventions dans les quartiers populaires en laissant le droit à la libre interprétation des autorités administratives et de la police (Serfati, p. 182) et, d'autre part, se décline en lois contre le « séparatisme républicain »⁴⁴. Pour ajouter à la réflexion, du point de vue de l'audience, il amplifie également un sensationnalisme qu'induit la création artificielle de cette « menace » provenant des « quartiers » et des « mouvements sociaux ». Un effort démagogique qui ne fait que rappeler l'ampleur de la crise de légitimité que traverse le gouvernement. Fragilisé, peu légitime, manifestement fébrile, l'État autoritaire et ses représentant-es, en réponse à l'insubordination, réagissent de la manière la plus primitive : en divisant, en occultant et en frappant.

L'auteur et l'ouvrage

Claude Serfati, économiste hétérodoxe, théoricien de la mondialisation rattaché à l'IRES (Institut de Recherches Économiques et Sociales), à l'Université de Versailles Saint-Quentin et membre du conseil scientifique du collectif d'ATTAC, travaille sur les grands groupes industriels ainsi

43 Le 19 mai 2021, plusieurs milliers de policières et de policiers se sont rassemblés devant l'Assemblée nationale à Paris, appelés par quatorze syndicats, pour dénoncer une insuffisance de moyens, d'effectifs, d'équipements sur le terrain, et une justice jugée trop laxiste vis-à-vis des auteur-ices d'agressions contre les forces de l'ordre. Cette mobilisation s'inscrit dans le contexte de la mort du brigadier Éric Masson à Avignon (le 5 mai 2021). Plusieurs médias comme *Libération*, *Le Monde* et *France Bleu* rapportent une mobilisation rassemblant 35 000 personnes à laquelle plusieurs représentants politiques ont participé (RN, PS, EELV, PCF, LR). Voir : L. Séré et J.-B. Daoulas, « À la manif des policiers : «Le problème de la police, c'est la justice» », *Libération*, 19/05/2021 ; A. Albertini et al., « Face à la colère des policiers, concurrence et surenchère politique », *Le Monde*, 20/05/2021 ; A. Guez, « Manifestation des policiers : des milliers de personnes devant l'Assemblée nationale », *LCP Assemblée nationale*, 19/05/2021.

44 La notion de « séparatisme républicain » fait écho au projet de loi adopté le 23 juillet 2021, proposé par Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, et Marlène Schiappa, ministre déléguée chargée de la Citoyenneté. Ce projet de loi fait suite à l'assassinat du professeur Samuel Paty au collège, le 8 octobre 2020 ; victime d'une idéologie à caractère fanatique. Ce texte suppose qu'il y aurait une priorité publique à lutter contre le terrorisme dont l'origine en est le communautarisme radical. Par extension, ce cadre permet de cibler les organisations, individus, idéologies ou tout comportement jugé incompatible (réel ou supposé) avec les valeurs républicaines telles que la laïcité, le civisme et la citoyenneté. Toutefois, la critique principale adressée à cette loi est qu'elle risque d'alimenter le séparatisme républicain plutôt que de le combattre, en ciblant toute forme de défiance envers les pouvoirs publics et en renforçant la méfiance entre l'État et certains publics. Le séparatisme républicain pose également la question du rôle régalién de l'État à prétendre maintenir politiquement une cohésion nationale, sujet qu'explore Valentin Gazagne-Jammes, enseignant-chercheur à l'Université de Bordeaux, dans son article de réflexion sur les velléités séparatistes, supposées ou réelles : « Réflexions sur l'intitulé initial de la loi sur le respect des principes de la République, dite Loi contre le séparatisme et « les atteintes à la citoyenneté » », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 22, 2022.

que sur l'industrie de l'armement. Il nous livre, dans cette contribution publiée aux éditions La Fabrique, une myriade de données économiques sur l'ordre sécuritaire de l'État-militaro-policière⁴⁵. Certain-es regretteront peut-être le manque de clés de lecture, certaines classifications géopolitiques, par exemple le positionnement de la France dans l'intelligence artificielle mais, en somme, le livre est bon. On y compte des rapports budgétaires sur les transactions (versement d'aides publiques aux entreprises, système d'actionnariat du Mésosystème⁴⁶ français, ventes d'équipement militaire), des informations sur le système d'actionnariat dans l'industrie de l'armement, et de la gouvernance de la production de l'armement à partir de sources institutionnelles. Ces données, dit-il, demeurent quasi-impossibles à recueillir même pour la recherche en raison d'une rétention d'informations à caractère sensible, à moins d'y être invité-e par le ministère de la Défense (Serfati, p. 115). Souvent présenté comme un économiste empreint de lectures marxistes, à ma surprise, je m'attendais à ce que l'auteur y consacre plus de place. Seulement trois références⁴⁷ sont dédiées à Karl Marx sur les 378 que contient l'ouvrage.

Sur l'idéologie policière

Si nous ne sommes pas dans un État ouvertement fasciste, certain-es chercheur-euses observent une entreprise de fascisation de l'État. À la différence d'un renversement de régime politique par un coup d'État suivi d'un ordre ouvertement répressif, l'État actuel emprunte dans sa communication la voie légale de la V^{ème} République et les outils de la puissance régaliénne avec une habileté turpide.

Premièrement, mettons de côté l'idée que la police exerce de façon impartiale. À noter la complicité et le marquage idéologique historique des corps élitaires de la police, il est fréquent d'entendre ce discours martelant d'une absolue nécessité à renforcer l'équipement et à multiplier les interventions.

Deuxièmement, l'entrée en vigueur de nombreuses lois liberticides et de moult dispositifs institutionnels ouvre la voie à la proclamation de l'état d'urgence puis à sa généralisation. En effet, les articles 16 et 36 de la Constitution, ainsi que les lois sur l'état d'urgence et les lois sécuritaires⁴⁸ sont, si on s'y attarde, des moyens de normaliser l'intervention armée. Comment ? En créant de

45 On verra sa présentation sur le site de l'IRES « L'équipe, chercheurs Claude Serfati » (consulté le 15/09/2025).

46 En économie industrielle, le concept de Mésosystème de l'armement renvoie à un large ensemble d'acteur-ices publics et privé-es dans l'industrie d'armement. C'est un outil d'analyse qui rend compte des relations financières entre les entreprises, de leur lien avec les institutions et l'État, désignant ainsi le lien d'appartenance d'une entreprise par rapport à une autre ou plusieurs autres. Claude Serfati mobilise notamment ce concept pour mettre en évidence le caractère stato-centré de cet ensemble (Serfati p. 126) à partir des rapports des groupes et de l'Agence des participations de l'État (2022) « L'État contrôle 25% du capital de Thalès qui détient 35% de Naval Group ».

47 Respectivement, *Le Capital*, Livre I, chapitre x « La journée de travail » (1867), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* (1852) et *Les luttes des classes en France (1848-1850)* (1850).

48 On verra en particulier les lois n°2021-646 du 25 mai 2021 (*pour une sécurité globale préservant les libertés*), 2021-998 du 30 juillet 2021 (*relative à la prévention d'actes de terrorisme et au renseignement*), 2021-1109 du 24 août 2021 (*confortant le respect des principes de la République*) ainsi que les lois no 2017-1510 du 30 octobre 2017 (*renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme*) et 2015-912 du 24 juillet 2015 (*relative au renseignement*).

toutes pièces des « ennemis de la République », en élargissant le champ des concepts juridiques du « terrorisme » et en transférant des responsabilités judiciaires aux autorités administratives.

L'État de police

Claude Serfati poursuit également une réflexion autour d'une tendance au *bonapartisme fossile* sous la présidence d'Emmanuel Macron. L'état d'urgence, instrument supposé provisoire, devient permanent à l'image de la *loi sur la sécurité globale*, ce que Sarah Massoud, secrétaire nationale du Syndicat de la magistrature, qualifie d'« État de Police » (Serfati, p. 201).

Claude Serfati explique également que la radicalisation de l'État provient du fait que l'armée pénètre la politique intérieure en participant proactivement à la gouvernance de l'État, alors qu'elle devrait en principe dissocier ces deux fonctions. Traditionnellement, dans une république démocratique, l'armée est chargée de la défense extérieure du pays, tandis que la politique intérieure est du ressort du gouvernement civil et des forces de sécurité intérieure (police, gendarmerie). Quand l'auteur parle de radicalisation de l'État, il fait référence à un durcissement des pratiques et des politiques publiques. Cela signifie que l'État adopte de plus en plus des logiques militaires à l'intérieur : surveillance, contrôle, répression, limitation des libertés au nom de la sécurité, etc. Au même moment, l'armée intervient dans des missions de sécurité intérieure (par exemple, l'opération Sentinelle, la gestion des crises sanitaires, la cybersécurité, etc.). Elle participe activement à la gouvernance, c'est-à-dire à la définition des priorités politiques (sécurité, renseignement, industrie d'armement, diplomatie).

Le droit de regard sur les budgets

À propos de l'occultation des budgets par l'État auprès des populations, Claude Serfati cite le rapport de l'Assemblée nationale du 26 mai 2021⁴⁹ révélateur des initiatives de protection des données pour lesquelles le Parlement n'a pas de droit de consultation de l'usage des fonds dédiés. Du côté de l'exécutif, le Comité Interministériel de l'Investissement (CMI) « présidé par le ministre des Armées, juge et partie » contrôle les budgets (Serfati, p. 116) tout en assistant le ministère de la Défense depuis sa création en 2010. Le CMI est un dispositif exécutif de pilotage interne à l'État visant à orienter les investissements dits « stratégiques » et à mettre en œuvre les politiques de défense conformément à l'article R*1142-4 du *Code de la défense*. Le CMI filtre, émet un avis, valide, ajourne ou refuse les projets d'investissement militaire tout en s'assurant de la conduite des opérations. Ainsi, « les citoyens qui souhaiteraient s'informer par le biais de projets et rapports annuels de performance ne peuvent le faire » (Serfati, p.116). Dans un article de 1991 intitulé « La dissuasion nucléaire en France et la démocratie interdite », Andrée Michel documente la façon dont le Parlement est écarté de ces décisions, ce qui questionne la place du pouvoir législatif dans le contrôle de l'armement.

49 Cornut-Gentille François, « Annexe N13 au Rapport N4195 sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes, après engagement de la procédure accélérée, de l'année 2020 (no 4090) », Assemblée nationale le 26 mai 2021.

Centralisme gaulliste

Si la puissance militaire française repose sur de grands groupes industriels (par exemple, Airbus, Arqus, Dassault, MBDA, Naval Group, Nexter, Safran, ou encore Thalès ; ces derniers captant 88 % des exportations et plus de 80 % des budgets consacrés à la Recherche et Développement dans le domaine de la défense), ce centralisme puise ses racines dans les origines de la V^{ème} République. La création de la Compagnie Internationale de l'Informatique (CII) sous l'impulsion du Président Charles de Gaulle, et le Plan Calcul (1966) (dont une des visées consistait à produire des missiles nucléaires de longue portée en stimulant la recherche en informatique), font apparaître une gestion contractualisée entre le gouvernement et les industriels spécialisés en technologies militaires. À ce titre, la CII détenait en 1966, 56 % de la CGE (Compagnie Générale de l'Électricité) et 70 % et de Thalès

(autrefois Thomson-CSF) (Serfati, p. 138). Serfati critique également le pouvoir exclusif qu'a le chef de l'État de conduire la politique extérieure, en particulier

d'entrer en guerre de sa propre initiative⁵⁰. Tant qu'à user de sa posture, pourquoi s'interdirait-il de contourner le contrôle parlementaire pour mener des interventions militaires à l'étranger ? Sur une base de plus de 110 interventions des années 1990 à 2017 aucune des guerres menées principalement en Afrique à l'initiative du Gouvernement français n'a été autorisée par le Parlement. Elles ont toutes été qualifiées

50 Pour rappel, dans l'art. 35 (modifié) de la *Constitution du 4 octobre 1958* : « Lorsque la durée de l'intervention excède quatre mois, le Gouvernement soumet sa prolongation à l'autorisation du Parlement. Il peut demander à l'Assemblée nationale de décider en dernier ressort. Si le Parlement n'est pas en session à l'expiration du délai de quatre mois, il se prononce à l'ouverture de la session suivante » ce que l'auteur rappelle dans un entretien daté du 19 avril 2025 auprès du média *Révolution Permanente* : « Impérialisme, guerre, Trump : Claude Serfati analyse le chaos mondial » (55:07 - 56:15).



juridiquement « d'interventions militaires » et non de « guerre »⁵¹, afin de défendre des intérêts stratégiques⁵².

Stato-centrisme industriel

Qu'il s'agisse des entreprises désignées comme « stratégiques » (Serfati, p. 123) par le gouvernement, des secteurs aéronautique et spatial (Serfati, p. 123-124), ou des technologies électroniques (Serfati, p. 137), Claude Serfati montre, preuves à l'appui, que le marché de l'armement accroît la dépendance aux commandes de l'État (voire la mono-dépendance dans certains secteurs de l'industrie où la recherche est financée à plus de 90 % par de l'argent du ministère des Armées, en raison de l'exigence à l'hyper-spécialisation, autant dans l'industrie de l'armement que dans le civil).



Du côté du CEA (Commissariat de l'Énergie Atomique) ancré depuis octobre 1945 par voie de décret, et partie intégrante du MSFA (Mésoystème de l'armement), on oriente le marché via des commandes publiques. En 2024, c'est plus de 16 milliards d'euros qui ont été perçus par l'État en dotation et en équipement. Plus de la moitié de son budget est dédiée à

l'achat d'équipement et de matériel militaire⁵³.

Outre le pilotage de programmes interministériels, le CEA travaille également sur la cybersécurité en lien avec les pouvoirs publics et participe à évaluer les effets des armements conventionnels. Le CEA est l'opérateur historique de l'État en ce qui concerne le développement des performances de l'armement nucléaire qui fait l'objet d'un roman national. À ce titre, Samy Cohen⁵⁴ parlait en 1986 de « monarchie nucléaire »⁵⁵.

On peut compter parmi les projets de recherche plus récents l'installation du système radiographique éclair nommé « EPURE » à Valduc, pensé pour caractériser les matériaux hydrodynamiques et les systèmes de propulsion de navires de guerre, ou encore le LASER Mégajoule, mis en service en 2014 sur l'un des sites de la Direction des

51 *Le militaire. Une histoire française* (Éditions Amsterdam, Paris, 2017).

52 Voir l'entretien avec *Révolution Permanente* cité dans la note 14.

53 CEA, « Rapport financier 2024 »

54 Directeur de recherche émérite à Sciences Po.

55 S. Cohen. « Monarchie nucléaire, dyarchie conventionnelle », *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, 38, 1986, p. 13-19.

Applications Militaires en Aquitaine, utilisé pour optimiser la fusion de noyaux atomiques par amplification d'énergie provenant de faisceaux laser. Et puisque cela ne semble pas suffisant, depuis 2020 le CEA s'est vu attribuer de nouvelles fonctions dont l'expertise relevait autrefois des centres techniques de la DGA à Bourges et à Toulon. Désormais, le CEA étend ses activités au développement des missiles et munitions, comme l'atteste l'essai de lancement du missile balistique M51 dans le Finistère en 2020.⁵⁶

Commerce et emplois

L'auteur démontre aussi l'absurdité de la communication gouvernementale à propos de la création massive d'emplois (Serfati, p.151). Concernant le commerce extérieur, compte tenu du fait que l'industrie militaire, comme d'autres productions, dépend de composants importés, la vente d'armes ne saurait combler le déficit commercial. Il s'en dégage aussi que l'économie de guerre participe à creuser ce même déficit commercial, comme l'illustrent les ventes d'équipements d'occasion contre l'acquisition en France de matériel militaire neuf dont les coûts se comptent en milliards d'euros. De facto, le surdimensionnement budgétaire aurait des effets d'entraînement sur d'autres biens manufacturiers dans l'industrie civile.

Discriminations et libertés

Se préparer au conflit, alors même que le gouvernement détourne constamment le regard de ses causes profondes – qu'il en ait conscience ou non – ne se fait plus sur le terrain des idées, mais par l'écrasement de ces dernières. Il en est de même pour certains publics cibles. Ainsi, les jeunes des quartiers populaires et les protestataires figurent comme les boucs émissaires de la République. Les nombreux affrontements provoqués par les forces de l'ordre illustrent cette violence gratuite.

Selon la stratégie gouvernementale, il ne serait plus pertinent de dissocier les politiques intérieure et extérieure au sujet de la lutte contre le terrorisme, puisqu'il est à la fois à l'étranger et en France (plus précisément dans les quartiers populaires dirait-on). C'est pourquoi les opérations à Saint-Denis y sont entrevues comme un « continuum » de l'opération Sentinelle. C'est en ce point, le texte valant d'être cité directement, que le chercheur expose le paradoxe autoritaire d'un « État de droit » : « L'autoritarisme du programme politique néolibéral qui mobilise un arsenal sécuritaire a donc un contenu de classe. Autrement dit, il s'attaque conjointement à l'État social et à l'État de droit » (Serfati, p. 171). Reste que ce conflit de classes, stimulé par la guerre permanente, n'est à mon regret, que trop peu abordé sur quelques pages et dans la conclusion. Il mériterait d'autres angles d'analyse pour conférer davantage de pertinence à son propos. L'histoire sociale urbaine ou encore les études des luttes écologiques fournissent un éventail de données sur la manière dont la répression se met en place car c'est bien sur ces micros-territoires stratégiques que la guerre se déclare plus fréquemment que des guerres officielles.

Roman – Sympathisant de la Fédération Anarchiste

56 L. Sellier, « La propulsion nucléaire en France. Les chaufferies compactes », *Caia. Le magazine des ingénieurs de l'armement*, 3/10/2020.

« Je sors » - une analyse critique de la révolte de 2020 contre la dictature au Bélarus

Le média anarchiste Pramen, proche des anarchistes de l'Est de l'Europe, nous a envoyé à l'occasion de sa commémoration « Remembering the Uprising of the Belarusian People », un article d'analyse sur le mouvement anarchiste en Biélorussie. Nous avons eu la possibilité d'en extraire des fragments et d'y ajouter l'écriture inclusive. Il peut se retrouver au complet sur le site de Numéro Zéro. – Crabi

La décentralisation, force principale de la révolte bélarusse

La mobilisation de 2020 contre la dictature a existé dans tout le pays. Les initiatives unitaires qui eurent lieu autour des bureaux de campagne de Svetlana Tikhanovskaya, la candidate d'opposition, ont grandement encouragé la population à s'engager. La plupart des Bélarusses ne se faisaient pas d'illusions sur l'issue du scrutin, mais cette agitation politique reposait sur la revendication d'un processus démocratique et la volonté pour les participantes de défendre la prise en compte de leur vote. Les anarchistes n'avaient que peu d'attentes à ce niveau, et de fait la plupart des collectifs anarchistes ont appelé au boycott des élections et à manifester le 9 août [...] Le jour de l'élection, l'idée n'était pas de faire une manifestation géante à Minsk, la capitale, mais de participer à des rassemblements locaux dans tout le pays. [...]

Résultat, à la veille du 9 août, des groupes, dont les anarchistes, s'étaient préparés à agir non seulement à Minsk, mais aussi dans d'autres villes, petites ou grandes. [...] À ce moment-là, la décentralisation du mouvement lui avait permis de déborder et de défaire temporairement l'État central. [...] L'absence de partis politiques et de leaders médiatiques compliqua la répression. Pendant un temps significatif, l'appareil d'État ne sut comment répondre au format décentralisé des actions à Minsk. De nombreuses prises de parole, rassemblements et discussions politiques purent prendre place sans risque de répression. [...]

Les Anarchistes au sein du mouvement de contestation

Le mouvement anarchiste approcha la campagne électorale sans enthousiasme. Les tentatives de création d'une plate-forme commune mobilisant différents groupes échouèrent dès mai 2020. Une partie des anarchistes ne pensait pas que ces élections ouvriraient une possibilité de renversement du dictateur. D'autres ne pouvaient pas rejoindre un effort commun par manque de temps, à cause de problèmes liés au coronavirus, ou d'autres raisons personnelles. De manière générale, le mouvement anarchiste dans sa grande majorité ne se doutait pas de ce qui arriverait en août.

Malgré l'échec de cette tentative de position commune, des anarchistes participèrent au processus politique autour des élections. [...] Des groupes affinitaires se mirent à l'œuvre dans la rue : à Minsk et dans d'autres villes, ils diffusèrent des flyers et collèrent des autocollants appelant au boycott.

Un groupe de Baranavichy, qui participait activement à l'organisation de rassemblements dans leur ville, mérite une attention particulière. Ce groupe fournissait le matériel nécessaire aux rassemblements, et faisait en sorte que le micro soit ouvert à tous les manifestantes. Une des anarchistes connues publiquement dans cette ville prenait régulièrement la parole pour mettre en avant les idées anarchistes, et encourageait les gens à s'exprimer non seulement contre Loukachenko, mais contre l'autoritarisme en général. [...]

Nous fûmes exclues des groupes libéraux de préparation des actions dominicales, malgré de nombreuses tentatives pour rejoindre ce club très fermé. La plupart des anarchistes avaient aussi conscience que s'ils s'aventuraient à lancer leurs propres initiatives, ils feraient face à une répression bien plus féroce que celle à laquelle se confrontaient les manifestations pacifiques chaque dimanche.

Après les élections, les anarchistes réussirent à résister non seulement à Minsk, mais aussi dans d'autres villes du pays. Des groupes affinitaires organisés prenaient part aux combats contre la police et les troupes de l'intérieur, et à l'édification de barricades dans diverses rues de Minsk. Mais quand la stratégie du mouvement changea et que le nombre de participantes augmenta, les anarchistes furent noyées dans la masse des manifestantes pacifiques.

Les premiers jours après les combats, puis pendant la première manifestation dominicale, une partie des anarchistes craignaient davantage une réaction négative des autres manifestants à leur encontre que des violences policières. [...] La répression montant en puissance, les anarchistes furent de nouveau les bienvenus aux rassemblements, leur culture de l'anti-répression devenant tendance. [...]

Dans l'ensemble, le mouvement anarchiste n'a pas réussi à se consolider pour devenir une force effective au sein du mouvement de contestation. Pendant de nombreux mois, des groupes d'anarchistes continuèrent individuellement à participer aux manifestations, mais le soi-disant black bloc n'a jamais rassemblé plus de trente personnes. Nous considérons plusieurs raisons à cela :

- **Les mesures répressives de l'État en 2017 contre le mouvement anarchiste** ont eu un impact sur la volonté de participer aux manifestations libérales. Lors du mouvement contre la loi sur le « parasitisme », une cinquantaine d'anarchistes avaient été incarcérées. Une partie de nos camarades ne se sont jamais remises de cette vague de répression.
- **Le manque de coopération sur le long terme** : certains groupes affinitaires n'ont jamais œuvré ensemble. Certains de ces groupes n'avaient même jamais participé à des actions conjointes. Ce type de groupe est valable pour une courte période, mais il peut être dur de rester ensemble sur un temps plus long, sous pression constante de l'extérieur. Beaucoup des anarchistes qui prirent part aux manifestations du 9 au 11 août ne faisaient partie d'aucun collectif organisé, et ne participaient à quasiment aucune stratégie coordonnée.
- **La répression contre les manifestations** : beaucoup de personnes ne voulaient pas être inculpées ou mises sur la touche pour avoir participé à des manifestations pacifiques. La stratégie du KGB⁵⁷ et du GUBOPIK⁵⁸ [...] était incompréhensible pour beaucoup, la répression des activistes arrivant avec plusieurs semaines de retard.
- **Le mouvement anarchiste était profondément divisé à cause de conflits non réglés.** Cela s'est mis en travers d'une coopération potentielle entre certains collectifs.
- Les personnes impliquées dans la culture punk se sont en majorité gardées de participer aux manifestations aux côtés des anarchistes, encore une fois par peur de la répression.
- **Beaucoup d'anarchistes plus âgés sont restés à distance** de nos initiatives sans explication. Un certain nombre ont participé aux manifestations pacifiques de manière individuelle, ou en petits groupes d'amies.

Ce ne sont que quelques-uns des facteurs auxquels nous pensons qui ont contribué au peu de mobilisation dans le bloc anarchiste. [...]

Parmi les anarchistes, un groupe partisan constitué de militantes expérimentées émergea. Alinevich et Dubovsky traversèrent illégalement la frontière avec l'Ukraine, retrouvèrent Romanov et Rezanovich et continuèrent la lutte contre le régime plusieurs semaines, revendiquant de nombreux attentats incendiaires. Ce groupe fut arrêté lors de sa tentative de fuite en Ukraine, mais sa simple existence fut importante pour maintenir l'image de la détermination des anarchistes contre le régime. Même pour beaucoup de libéraux, les partisan-nes anarchistes furent un exemple important de résistance organisée.

La répression contre les anarchistes avait commencé avant même les élections. Beaucoup d'anarchistes connus avaient été poussés à la clandestinité. Par exemple, Nikolai Dedok fut clandestin de juillet à novembre, puis fut arrêté lors d'une opération spéciale du GUBOPIK.

Il faut aussi souligner que le retour à la vie normale fut assez rapide au sein du mouvement anarchiste. Une semaine après les élections, plus de 40 % des personnes constituant le mouvement étaient retournées à leur travail et à leur vie quotidienne. [...] Beaucoup d'anarchistes ont cru à la fable libérale de la victoire sur le régime. De ce point de vue, le manque d'enthousiasme dans la construction de barricades se comprend : beaucoup croyaient que même sans la participation des anarchistes, Loukachenko tomberait.

Encore une fois, ce fut une erreur qui coûta aux anarchistes la quasi-totalité de leur mouvement : aujourd'hui, au moins dix anarchistes et cinq antifascistes sont derrière les barreaux. Beaucoup se sont exilées, en quête d'un endroit plus sûr où continuer l'activité politique. Des camarades furent torturés et tabassés. De façon générale, le mouvement anarchiste biélorusse a été brisé par la répression. Quelques groupes survivent dans le pays et continuent à s'organiser face à la dictature, mais le niveau de pression mise en œuvre par l'État à leur encontre ne leur permet pas la moindre initiative d'agitation. Les noms des anarchistes sont connus et, dans le cas d'actions, les interpellations suivent très rapidement.

Les structures de solidarité anarchistes continuent à opérer : l'ABC biélorusse soutient les prisonniers, les activistes victimes de la répression et leurs familles.

Aujourd'hui, les anarchistes qui restent luttent pour leur survie face à la répression plutôt que contre le régime. Les perspectives ne sont pas claires ; il est difficile d'imaginer le mouvement anarchiste poursuivre ses activités dans l'environnement actuel. L'importante surveillance de la part du GUBOPIK et du KGB complique tout contact avec des personnes extérieures, qui craignent en retour la répression en raison de leurs liens avec les anarchistes.

- Anarchist Collective "Pramen"

57 Nom des services secrets Biélorusse, hérité de l'URSS.

58 Depuis les élections, le GUBOPIK (« Département Principal de Lutte contre le Crime Organisé et la Corruption ») a concentré ses efforts sur la répression politique. Cet organisme intègre une section spécialisée dans la lutte contre les « extrémismes ».

ARAGO

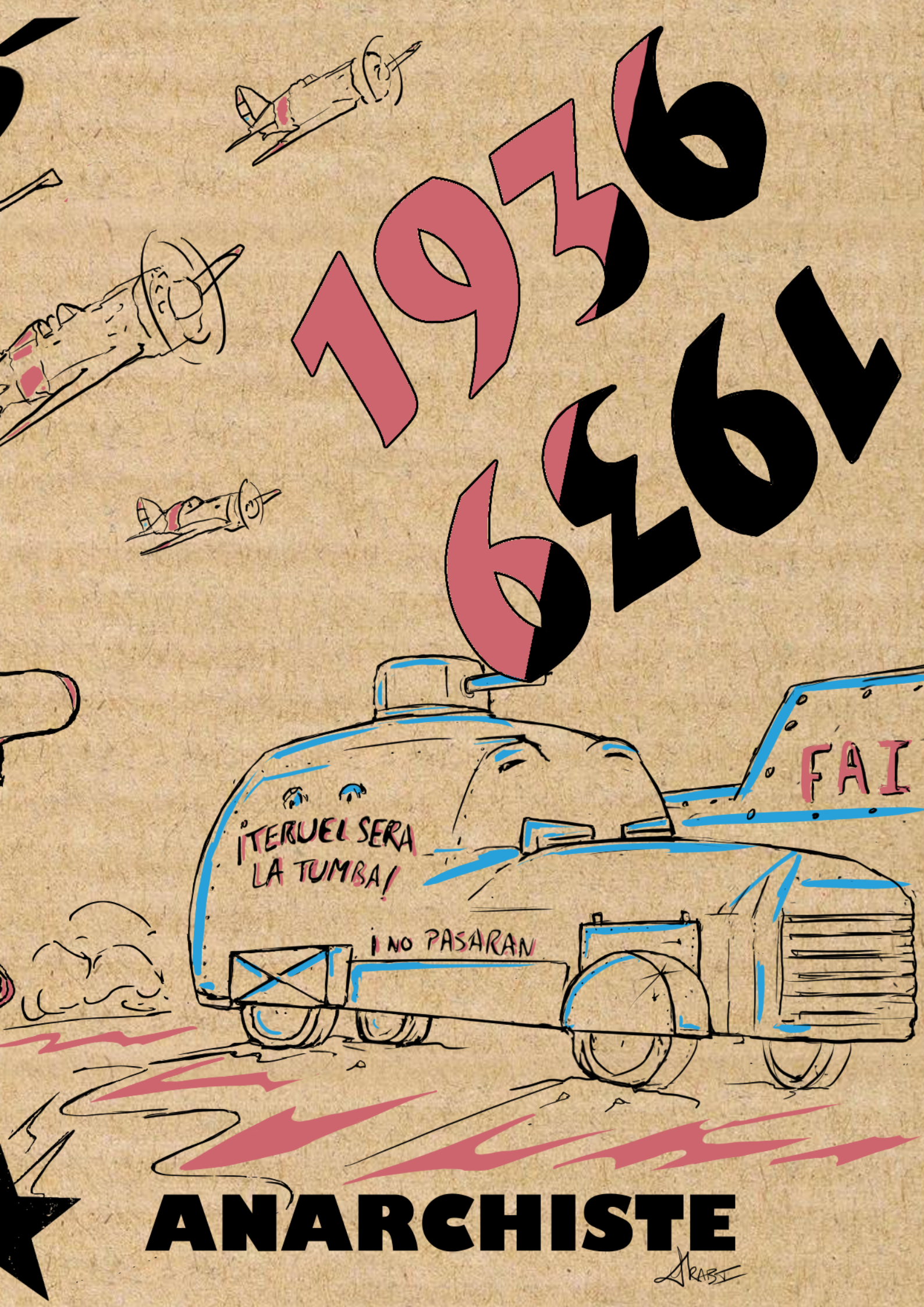
**Guerra civil
Española -
Le jeu de plateau**

**35 figurines
54 cartes historiques
& personnages**



FÉDÉRATION

1976
6261



ANARCHISTE

ARABY

Introduction de Jeu – ARAGÓ – Guerre Civile Espagnole (1936)

On connaît assez bien la guerre civile espagnole dans nos cercles militants. Mais comment faire de la pédagogie sur le sujet dans nos cercles amicaux ? C'est ce que propose ce petit « wargame » historique et d'anticipation politique. Il faut être adepte du tour par tour stratégique pour aimer le concept mais ça vaut le coup d'essayer ! Ce jeu se joue avec un set de figurines/pions/règles et cartes – disponibles en .STL et en image sur demande mail au collectif Purpleblack.

Un outil parmi tant d'autres, le jeu de plateau de type « stratégie » ou « wargame » semble pertinent pour parler de la guerre civile.

L'objectif pédagogique est d'inciter les joueuses à traverser la guerre civile espagnole et ses principaux événements. Elles sont amenées à découvrir des cartes historiques ayant des effets positifs ou négatifs que subit le mouvement qu'elles incarnent temporairement : fascistes ou anarchistes.

Aussi, les forces militaires sont équilibrées au début de la partie mais elles changent en cours de route selon la pioche, c'est-à-dire l'histoire. Les unités d'infanterie, de blindés ou de transport servent à illustrer les événements tragiques de la guerre.

Ainsi peut-on y voir un apprentissage sur l'importance des moyens matériels et de leurs utilisations par des soldats qui répondent à des « commandements » différemment en fonction de leurs perspectives.

Je précise qu'il n'y a aucune volonté de fétichiser la guerre et ses atrocités. Au-delà de l'apprentissage historique, l'objectif de ce « wargame » est aussi de rappeler les conséquences de l'engagement armé : la révolution.

Ce jeu est une idée parmi tant d'autres ! D'ailleurs, un autre sur le concept du « Dual power » avait été créé pour les adeptes de Catane. Aussi, l'idée d'un jeu vidéo de stra-

tégie sur l'autogestion est dans les starting-blocks, il manque surtout de la main-d'œuvre...

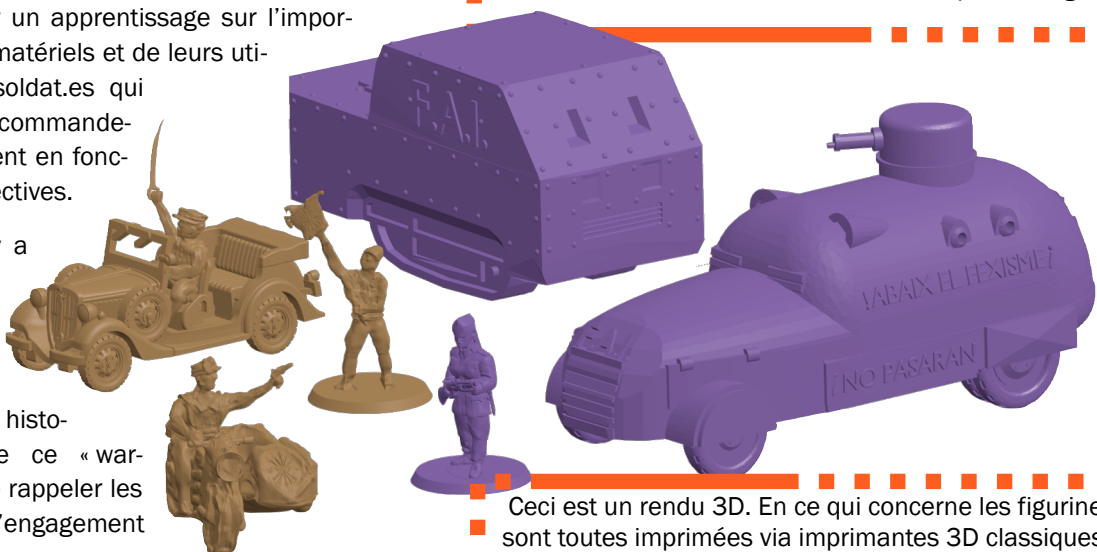
En ce qui concerne ce projet, un financement est en train d'être pensé, notamment avec les Éditions Libertaires.

Enfin, que l'idée de la guerre n'existe que dans nos livres d'histoires, dans nos jeux, dans nos films et dans nos musiques ! Et que celle-ci crève dans nos vies !



Crabi – Liaison Commune de Lyon de la Fédération Anarchiste (FA)

- « L'anarchisme est comme le silence : quand on en parle, on le nie. »
- Cette illustration est un portrait de Conceción Martí Vall. Aussi connue sous le nom de Ada Martí, elle est une figure de l'anarchisme espagnol nihiliste et féministe. Elle est une des personnages du jeu.



- Ceci est un rendu 3D. En ce qui concerne les figurines, elles sont toutes imprimées via imprimantes 3D classiques, par le biais d'un réseau affinitaire d'adeptes de l'impression. Pas de panique pour la qualité finale, un réglage fin et une attention aux détails permet de sortir des figurines convenables pour un jeu DIY. A noter que les modèles 3D sont soit, « fait-main » sur blender soit récupérés sur des sites de figurines.

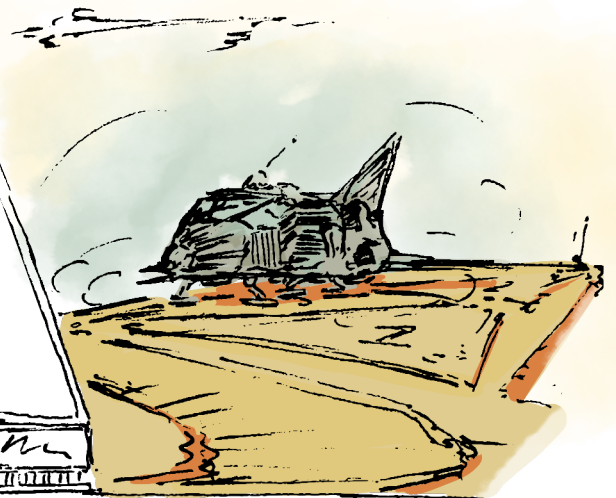
Le futur des archives de la Bouche de Fer : autonomies, nexus et marchés libérés



La Critique pérenne n'est pas si loin de la caricature, elle idolâtre un retour à la planification, la complainte des contempteur·rices du Grand État sert de combustible au capital...

—Gecko,
«Schizo-Cathédrale ou le conte du café»,
Bouche de Fer, août 2020, p. 15.

Pour que le réseau soit dynamique et adaptable il serait pertinent d'établir un système d'échange efficace dans les collectifs, un contrat clair et précis lorsqu'il s'agit de travaux défini et des fiches pour la participation à des évènements locaux. — Crabi, «Sur le nexus autogestionnaire», Bouche de Fer, août 2020, p. 12.



Les émergeant.es souhaitent un dispositif «ouvert» capable d'évoluer, contrairement à un système qui risquerait de se cristalliser dans une forme ou dans une autre ; c'est un principe bien plus expérimental...

—Rosen,
«Vers une cartographie de l'idée autogestionnaire – Troisième partie», Bouche de Fer, octobre 2020, p. 13.

... on ralentit, on coupe les ponts, autarcie, abandon. Non, ce que nous voulons c'est de l'autonomie, toujours plus de liberté, de possibles étendus, les gens sont individualistes [...] iels ont besoin des autres, iels ont conscience des fractures, iels mesurent leur participation et rationalisent leurs investissements, c'est un inividualisme éclairé... —Gecko, «Le sens du désir révolutionnaire», Bouche de Fer, octobre 2020, p. 17.



Politique éditoriale, consignes aux auteurices et objectifs de la revue

Vous voulez écrire et publier ? Voici les consignes aux auteur-rices

Vos manuscrits doivent être adressés au format LibreOffice (odt) ou Word à hauoro@protonmail.com. Nous recommandons 1000 à 3000 mots (si vous souhaitez solliciter un format plus long, par exemple pour un article de recherche ou une traduction, merci de communiquer d'abord avec nous). Votre article peut porter sur des thèmes aussi variés que : l'écologie sociale, le mutualisme, l'histoire des mouvements anarchistes, l'organisation révolutionnaire, l'anarcha-féminisme, le syndicalisme, la philosophie anarchiste, le décolonialisme, l'antiracisme ou l'analyse critique de l'actualité politique. Nous encourageons fortement l'usage de l'écriture inclusive, sauf dans des cas justifiés (citations historiques, critique de textes extérieurs, etc.). La décision finale de publication revient au comité éditorial. Nous ne publierons aucun texte sans l'autorisation de l'auteur-riche, qui doit aussi accepter que son texte soit publié en libre d'usage (voir ci-dessous).

Remarque : nous acceptons les articles issus de toutes les tendances libertaires, incluant le platformisme et le syndicalisme révolutionnaire. Nous acceptons que ces articles défendent des positions autres que les nôtres, voire critiques des nôtres. Toutefois, cela suppose de conserver un ton respectueux, de ne pas employer d'*ad hominem* et de partager la volonté de contribuer par ce dialogue au développement des mouvements anarchistes.

Droits d'auteur et « copyleft »

Un article soumis à la Bouche de Fer peut être republié intégralement ailleurs par l'auteur, y compris sur son blog, mais nous vous demandons de respecter un délai de deux à trois semaines après la parution du numéro concerné. La revue est publiée sous une licence de libre diffusion : vous pouvez republier les textes ou le pdf de la revue. Toutefois, par respect pour notre travail éditorial, nous vous demandons d'indiquer de façon visible et compréhensible l'origine du texte et l'auteur. Exemples :

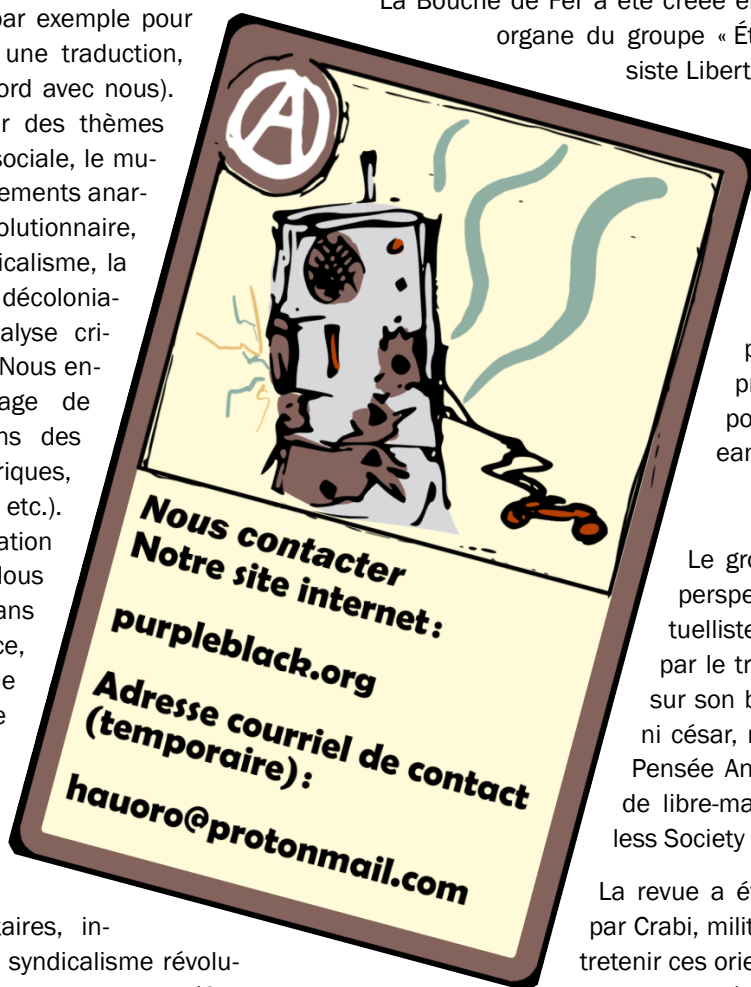
- Rosen et Gecko, « Quand Proudhon cherchait une alternative entre libéralisme paternaliste et socialisme autoritaire », Bouche de Fer, 1er spécial, avril 2025, p. 12-16.
- « Dual Power », texte écrit par Crabi à retrouver à l'adresse [purpleblack.org/Dual Power.md](https://purpleblack.org/Dual%20Power.md)

Histoire et orientations de la revue

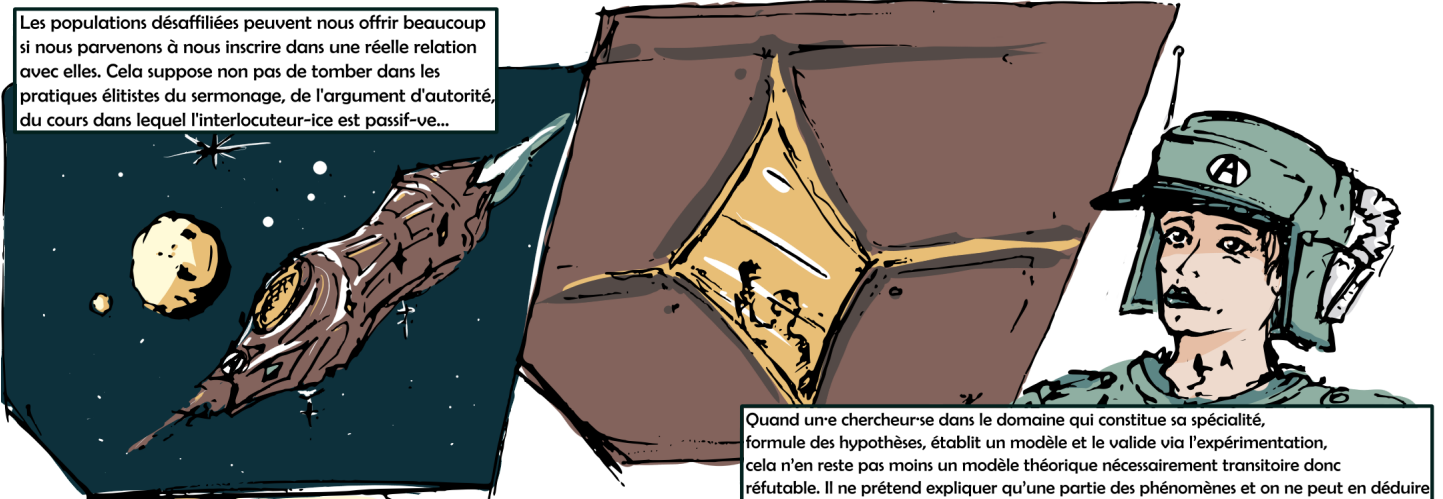
La Bouche de Fer a été créée en décembre 2020 comme organe du groupe « Étude et Action Néosynthésiste Libertaire » (EANL). Ce collectif a été fondé par des militant·es du groupe E. Armand de la Fédération anarchiste (dissout depuis) : Rosen, Crabi, Omnirath et Gecko. Les archives des douze numéros publiés au cours de cette première période sont disponibles à cette adresse : eanl.purpleblack.org.

Le groupe est orienté vers une perspective synthésiste et mutualiste de l'anarchisme, inspiré par le travail de Rosen, disponible sur son blog « Rosenklippe Ni dieu, ni César, ni tribun. Sur l'Action et la Pensée Anarchiste », et l'anarchisme de libre-marché du Center for Stateless Society (C4SS).

La revue a été relancée courant 2024 par Crabi, militante fédérée, et vise à entretenir ces orientations visant à bâtir une nouvelle synthèse anarchiste.

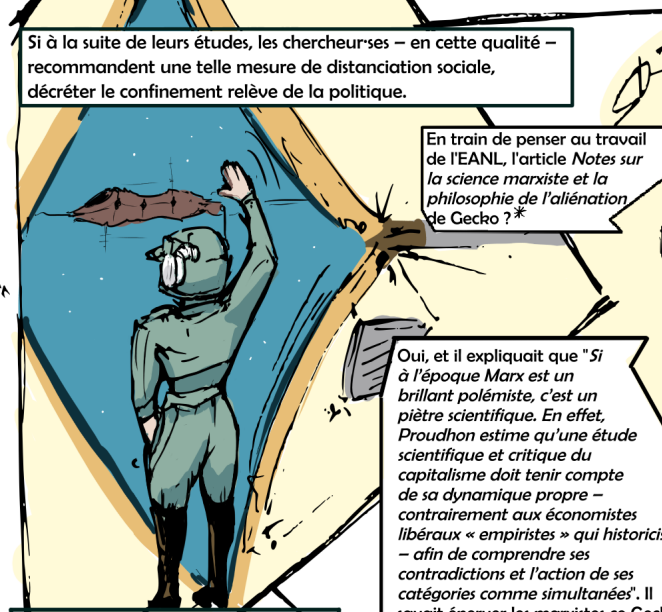


Les populations désaffiliées peuvent nous offrir beaucoup si nous parvenons à nous inscrire dans une réelle relation avec elles. Cela suppose non pas de tomber dans les pratiques élitistes du sermonage, de l'argument d'autorité, du cours dans lequel l'interlocuteur-ice est passif-ve...



Quand un·e chercheur·se dans le domaine qui constitue sa spécialité, formule des hypothèses, établit un modèle et le valide via l'expérimentation, cela n'en reste pas moins un modèle théorique nécessairement transitoire donc réfutable. Il ne prétend expliquer qu'une partie des phénomènes et on ne peut en déduire que des généralités : « dans tel environnement, en présence des variables X et Y, il se produira probablement ça »...

Si à la suite de leurs études, les chercheurs·ses – en cette qualité – recommandent une telle mesure de distanciation sociale, décréter le confinement relève de la politique.



En train de penser au travail de l'EANL, l'article Notes sur la science marxiste et la philosophie de l'aliénation de Gecko ?*

Oui, et il expliquait que "Si à l'époque Marx est un brillant polémiste, c'est un piètre scientifique. En effet, Proudhon estime qu'une étude scientifique et critique du capitalisme doit tenir compte de sa dynamique propre – contrairement aux économistes libéraux « empiristes » qui historicisent – afin de comprendre ses contradictions et l'action de ses catégories comme simultanées". Il savait énerver les marxistes ce Gecko !

En effet... C'est quand même dingue que l'on ait à étudier ces travaux vieux comme le monde !



Que veux-tu ? Une journée de plus ? Impossible ! Depuis deux mois tu potasses ce sujet pour les débats de demain. Au bout d'un moment faut trancher ...

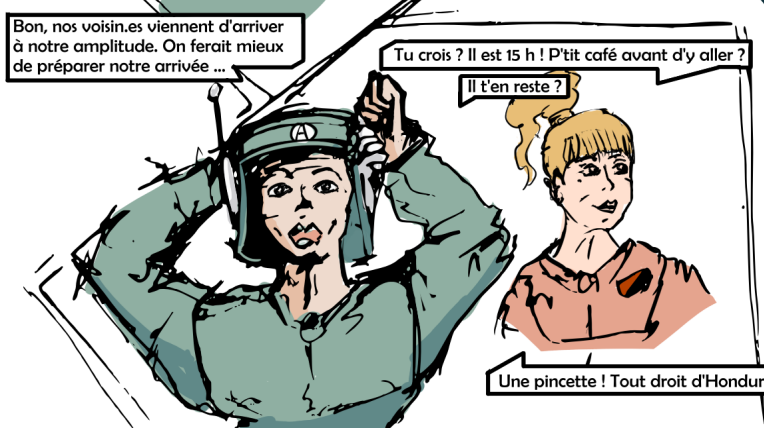
Après ... Si les marxistes n'avait pas monté la quatre-cent-unième Fédération intergalactique néotrotskiste à la con, on n'aurait pas à faire ces études pour avancer nos propositions économiques à la Fédération Intergalactique Informelle !

Oui .. après tout .. on a bien décidé de remettre en cause sans relâche nos politiques et nos méthodes. Elles changent et s'adaptent à chaque localité. Du coup il faut bien que nous travaillions ces sujets...

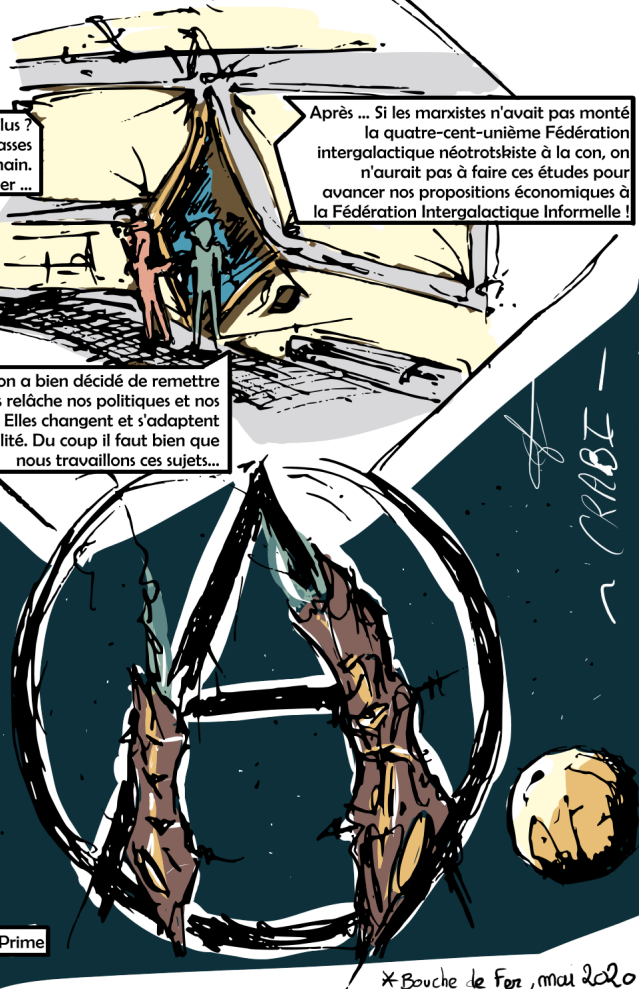
Bon, nos voisin.es viennent d'arriver à notre amplitude. On ferait mieux de préparer notre arrivée ...

Tu crois ? Il est 15 h ! P'tit café avant d'y aller ?

Il l'en reste ?



Une pincette ! Tout droit d'Honduras Prime





L'Unique et sa propriété
- Max Stirner

Qu'est ce que la propriété?
- P.J. PROUDHON

Dieu et l'Etat - Bakounine

L'entraide, un facteur de
l'évolution
& La Conquête du pain
- Kropotkine

Active
Revolution
- Mumm J.

Dieu, Peuple, Citoyen - A.
L. J. Duménil

La Révolution d'Amérique
- Rancière, Jacques

Justice
de société et
de l'Etat
- Goldman

Traditionnel
Liberty -
Benjamin
Tucker

Guillén, Abraham
Guérilla
Kintche

La municipalisme
libertaire
- Janet Biehl

L'état dans l'histoire
- Gaston Léval

Anti-Engels
- G. Willems

Exodus,
révolution
of XXI
Century
- Kevin A.
Garson

Guerre d'Espagne
- Abel Paz

La Révolution
Inconnue - Volinine

Les Anarchistes
mngers - Paul
Aviera

Plate-forme
- Archinov, Makhno...

La syndicalisme anarcho-syndicaliste
- Volinine

L'organisation
- Mabatesta

Anarchisme
Associationiste - Icharni